

OUTGOING CLEAR

ROUTINE

LEOPOLDVILLE

10 August 1962

UNATIONS NEW YORK

C- 1034 SECCEN FROM GARDINER

FOR YOUR INFORMATION FOLLOWING FROM MATHU GAUVREAU (ELLEO-1070):

Quote FOLLOWING TEXT LETTER RECEIVED FROM KIMBA QUOTE SR/947/MV
ELISABETHVILLE 9 AOUT 1962. MONSIEUR LE REPRESENTANT, J'AI L'HONNEUR
DE VOUS ACCUSER RECEPTION DE VOTRE LETTRE DG-147 DU 9 AOUT RELATIVE AUX
TRANSPORTS DE MARCHANDISES DESTINEES A L'ONU PARA RENSEIGNEMENTS PRIS A
BONNE SOURCE, IL S'AVERE QUE LES PREMIERS WAGONS ONT QUITTE SAKANIA ET
SONT ATTENDUS CE JOUR A ELISABETHVILLE PARA SALUTATIONS SIGNE POUR LE
PRESIDENT DU KATANGA, LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, E. KIMBA.

Unquote

/mme

OUTGOING CODE CABLE

ROUTINE

TO : BUNCHE , NEW YORK
FROM : GARDINER , LEOPOLDVILLE
DATE : 10 AUGUST 1962
NO : G -1033

RE YOUR 5743 FOLLOWING TEXT LETTER CONTAINED YOUR 5494 TRANSMITTED TO ADOULA 30 JULY : QUOTE . J'AI BEAUCOUP REFLECHI CES DERNIERS TEMPS AU ROLE QUE L'ONU DOIT JOUER ET AUX PROBLEMES QU'ELLE DOIT RESOUDRE DANS L'EXECUTION DE SON PROGRAMME D'ASSISTANCE AU GOUVERNEMENT CONGOLAIS. MON REPRESENTANT AU CONGO , M. GARDINER QUI EST CHARGE DE L'OPERATION, EXAMINERA AVEC VOUS EN DETAIL COMMENT POURRAIT S'ORIENTER A L'AVENIR L'ASSISTANCE QUE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ACCORDE A VOTRE GOUVERNEMENT. POUR MA PART , JE TIENS A SOULIGNER ICI DEUX POINTS CONCERNANT CETTE ASSISTANCE. para . EN PREMIER LIEU, CONFORMEMENT AU MANDAT QUE LE CONSEIL DE SECURITE ET L'ASSEMBLEE GENERALE ONT DONNE A L'ONUC, JE ME PROPOSE D'AIDER LE GOUVERNEMENT CONGOLAIS A MAINTENIR L'ORDRE PUBLIC ET DE L'AIDER, PAR TOUS LES MOYENS PACIFIQUES DONT JE DISPOSE, A EXERGER SON AUTORITE ET A REMPLIR SES FONCTIONS GOUVERNEMENTALES LEGITIMES SUR TOUT LE TERRITOIRE DU CONGO TEL QU'IL A ETE DEFINI LE 30 JUIN 1960 . para . EN DEUXIEME LIEU, PRESUMANT QUE DANS CERTAINES REGIONS TELLES QUE LA PROVINCE DE L'EQUATEUR LE GOUVERNEMENT SERA BIENTOT PRET, AVEC L'ASSISTANCE DE L'ANG , A ASSUMER TOUTE LA RESPONSABILITE DU MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC, JE TIENS A AFFIRMER A NOUVEAU QU'A CET EFFET L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES PRETERA TOUT SON CONCOURS A L'ANG EN METTANT A SA DISPOSITION, SUR SA DEMANDE, LES MOYENS DE TRANSPORT ET DE FORMATION AINSI QUE L'EQUIPEMENT DONT ELLE POURRA AVOIR BESOIN . para . POUR CONCLURE, j'EXPRIME

L'ESPOIR QUE LE GOUVERNEMENT CONGOLAIS POURRA BIENTOT, AVEC L'AIDE DES NATIONS UNIES , RESOUDRE DE FACON SATISFAISANTE SES PRINCIPAUX PROBLEMES ET PARTICULIEREMENT CELUI DU KATANGA, DE MANIERE QUE L'ENSEMBLE DU PAYS PUISSE REGARDER L'AVENIR AVEC CONFIANCE . Unquote .

OUTGOING CLEAR CABLE

PRIORITY

Léopoldville
10 August 1962

UNATIONS NEWYORK

G - 1032

BUNCHE FROM GARDINER . YOUR 5741 . PORTION OF LETTER TO BE PUBLISHED AS ANNEX 19 OF REPORT WAS DELIVERED TO TSHOMBE READING AS FOLLOWS : QUOTE . IL N'EN DEMEURE PAS MOINS QU'EN CE QUI CONCERNE UN ACCORD CONCLU ENTRE LES AUTORITES MILITAIRES, LA GENDARMERIE ET LES FORCES DE L'ONUC N'A PAS ETE RESPECTE . CETTE CONCLUSION NE PERMET ~~BARRENNEN~~ DE CONTINUER D'ESPERER QUE NOUS POURRONS REGLER CETTE QUESTION ET POURSUIVRE LA SOLUTION DES PROBLEMES TOUCHANT LE KATANGA PAR DES MOYENS PACIFIQUES . UNQUOTE .

JB/sl

OUTGOING CLEAR

ROUTINE

LEOPOLDVILLE

10 August 1962

UNATIONS NEW YORK

G- 1031 SEC GEN FROM GARDINER

FOR YOUR INFORMATION FOLLOWING FROM REFUGEE CAMP KAMINA (UNCLAS CPC):

Quote REFUGEE CAMP KAMINA NOW EMPTY EXCEPT FOR 69 PERSONS WHO HAVE MEMBERS OF THEIR FAMILIES IN THE BASE HOSPITAL. PARA. AS SOON AS THE SICK ARE DISMISSED FROM HOSPITAL WE WILL FLY THEM IN BATCHES OF APPROX 35 IN TWO FLIGHTS. PARA. OTHERWISE THE EVACUATION WAS COMPLETED TODAY 9 AUGUST. Unquote

/me

OUTGOING CLEAR

PRIORITY

LEOPOLDVILLE

10 August 1962

UNATIONS NEW YORK

G- 1030 SECGEN FROM GARDINER

FOR YOUR INFORMATION FOLLOWING FROM MATHU (ELLEO-1066):

Quote FOLLOWING LETTER RECEIVED FROM KIMBA QUOTE SR/941/MV ELISABETHVILLE
9 AOUT 1962. MONSIEUR LE REPRESENTANT, J'AI L'HONNEUR DE VOUS ACCUSER
RECEPTION DE VOTRE LETTRE KG-139/ECO 120 (1) DU 6 AOUT, RELATIVE A LA
RECONSTRUCTION DU PONT DE LA LUBILASH PARA. VOUS SAVEZ, COMME NOUS, QUE
L'EXPERIENCE DES TRAVAUX PUBLICS EN AFRIQUE LAISSE PEU DE PLACE A DES
PREVISIONS DE DELAI TRES PRECISES ET QUE, SPECIALEMENT AU COURS DE LA
DERNIERE SAISON, LES EAUX ONT ETE SPECIALEMENT HAUTES PARA. DIFFERENTS
TRAVAUX D'ACHEVEMENT INDISPENSABLES, NOTAMMENT AU POINT DE VUE DE LA SECURITE,
SONT EN COURS ET PERMETTRONT A BREVE ECHEANCE, NOUS L'ESPERONS, DE RETABLIR
LE PASSAGE DU PONT. CEPENDANT IL N'EST PAS ENCORE POSSIBLE DE FIXER
AUJOURD'HUI AVEC CERTITUDE LA DATE A LAQUELLE LA CIRCULATION POURRA ETRE
RETABLI PARA. SALUTATIONS SIGNE POUR LE PRESIDENT DU KATANGA, LE MINISTRE
DES AFFAIRES ETRANGERES, E. KIMBA Unquote

/mme

~~XXXXXXXXXX~~ CODE CABLE

LEOPOLDVILLE

ROUTINE

10 AUGUST 1962

1962 AUG 10 AM 8:53

UNATIONS NEWYORK

O.N.U.C.

G-1028 BUNCHE FROM GARDINER

REF YOUR 5764. THE POLITICAL COMMITTEE OF THE CENTRAL GOVERNMENT CABINET IS DISCUSSING PROGRAMME OF WORK TO BE UNDERTAKEN BY THE EXPERTS. THE SUGGESTIONS UNDER CONSIDERATION INCLUDE VISITS, DISCUSSIONS WITH PROVINCIAL POLITICAL LEADERS ON ASPECTS OF THE CONSTITUTION PROPOSALS AND THE RECEIPT OF MEMORANDA. THE EXPERTS DO NOT REPEAT DO NOT CONSTITUTE A COMMISSION AND ARE NOT EXPECTED TO MAKE ANY PUBLIC COMMENTS. FROM MY CONVERSATIONS WITH BOMBOKO I GET THE IMPRESSION THAT THEY WILL BE REQUIRED TO MODIFY THE DRAFT PREPARED BY THE CONGOLESE CONSTITUTIONAL COMMITTEE FINALLY IN CONSULTATION WITH THE CENTRAL GOVERNMENT. THERE IS NOTHING DEFINITE AS YET AND INSTRUCTIONS TO ME FROM HEADQUARTERS WILL BE STRICTLY ADHERED TO.

OUTGOING CLEAR CABLE

PRIORITY

LEOPOLDVILLE

9 AUGUST 1962

UNATIONS NEWYORK

G- 1027

SECGEN FROM GARDINER FOLLOWING RECEIVED FROM MATHU(ELLEO 1063) QUOTE
SR/933/MV RECEIVED FROM E. KIMBA DATED 8 AUGUST 62 SUBQUOTE LES MESURES
RELATIVES AU SURVOL DU TERRITOIRE ET AUX TELECOMMUNICATIONS QUE VOUS M'AVEZ
COMMUNIQUEES LE MARDI 7 AOUT 1962 LORS DE NOTRE ENTRETIEN A LA RESIDENCE A
16.40 HEURES PORTENT SUR DES MATIERES QUI DEVRAIENT ETRE SOUMISES A LA COMMISS-
sion des transports et des communications dont la creation a ete decidee a
LEOPOLDVILLE ET POUR LAQUELLE LE GOUVERNEMENT DU KATANGA A DESIGNE SES DELEGUES.
JE VOUS CONFIRME LA QUESTION QUE JE VOUS AI POSEE DEVONS NOUS CONCLURE DES
MESURES PRECISEES QUE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LE GOUVERNEMENT
DE LEOPOLDVILLE REJETTE LA PROCEDURE PACIFIQUE DE CREATION DES COMMISSIONS
RAPPELEE PAR LE PRESIDENT TSHOMBE DANS SES PROPOSITIONS DU 27 JUILLET DERNIER
UNSUBQUOTE UNQUOTE PARA. EYE HAVE REPLIED AS FOLLOWS QUOTE EYE AM AWAITING
INSTRUCTIONS FROM NEWYORK WHICH MAY DIRECT US TO REOPEN THE QUESTION OF THE
CREATION OF COMMISSIONS PERHAPS IN A NEW FORM AND ON A NEW BASIS. MEANWHILE AS
ALREADY INDICATED ADOULA AND HIS COLLEAGUES STILL PROFESS WILLINGNESS TO RESUME
TALKS BUT ONLY IN REALISTIC TERMS AS PART OF THE PROCESS OF INTEGRATION OF
KATANGA UNQUOTE ~~PARA.~~ IT SEEMS TO ME THAT WE HAVE DURING THIS VERY DIFFICULT
WEEK REACHED A STAGE FOR THE SUBMISSION OF THE PROPOSALS. EYE WOULD BE GRATEFUL
TO KNOW WHEN THEY ARE LIKELY TO REACH US. IT IS PROVING MORE AND MORE DIFFICULT
TO HOLD BACK THE CENTRAL GOVERNMENT AND PREVENT ACTIONS WHICH MAY BE EXPLOITED
AS PRETEXTS BY KATANGA.

RKAG:mm

LEOPOLDVILLE

9 August 1962

UNATIONS NEWYORK

G-1026

1)

SECGEN from GARDINER. FOLLOWING RECEIVED FROM MATHU (ELLEO 1057) LETTER FROM KIMBA quote SR/928/MV, ELISABETHVILLE LE 8 AOUT 1962. MONSIEUR LE REPRESENTANT, VOUS M'AVEZ ANNONCE DANS NOTRE ENTRETIEN DE MARDI 7 AOUT 1962 A 1630 HEURES A LA RESIDENCE CE QUE J'AI APPRIS PAR LA RUMEUR PUBLIQUE ET PAR LES JOURNAUX, A SAVOIR LA DECISION PRISE PAR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES A LA REQUETE DE MONSIEUR ADOULA D'INTERDIRE LE TRAFFIC AERIEN AVEC LE KATANGA PARA. JE N'AVAIS RECU AUCUNE NOTIFICATION DE SEMBLABLE REQUETE DE MONSIEUR ADOULA, NI AUCUNE DECISION DES NATIONS UNIES PARA. DES DECLARATIONS DE PORTEPAROLES DIVERS INTERPRETENT CES MESURES EN DES SENS VARIES PARA. J'AI L'HONNEUR DE VOUS PRIER DE BIEN VOULOIR M'INFORMER DE LA NATURE DE CES MESURES, DE LEUR OBJET, DES RAISONS QUI LES ONT DICTEES ET DE LA POSITION DES NATIONS UNIES A CET EGARD PARA. JE VOUS PRIE D'ACCEPTER ETC. POUR LE PRESIDENT DU KATANGA, LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES E. KIMBA unquote. PLEASE ADVISE URGENTLY. 2) (ELLEO 1058) QUOTE SR/931/MV, ELISABETHVILLE LE 8 AOUT 1962. MONSIEUR LE REPRESENTANT, AU COURS DE L'ENTRETIEN QUE NOUS AVONS TENU LE MARDI 7 AOUT 1962 A 1630 HEURES A LA RESIDENCE, VOUS M'AVEZ FAIT PART DE LA DECISION DU GOUVERNEMENT DE LEOPOLDVILLE DE SUSPENDRE TOUTES LES TELECOMMUNICATIONS DU KATANGA ET D'INTERDIRE LE SURVOL DU TERRITOIRE KATANGAIS PARA. JE VOUS AI ECRIT DEJA RELATIVEMENT AU SURVOL DU TERRITOIRE PARA. SEMBLABLEMENT J'AI L'HONNEUR DE VOUS PRIER DE ME FAIRE CONNAITRE LA NATURE, L'OBJET ET LES RAISONS DE LA DECISION DE SUSPENDRE LES TELECOMMUNICATIONS AINSI QUE LA POSITION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES PARA. SALUTATIONS. SIGNE POUR LE PRESIDENT DU KATANGA LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES KIMBA UNQUOTE. AM REPLYING AS FOLLOWS QUOTE J'AI L'HONNEUR D'ACCUSER RECEPTION DE VOTRE LETTRE SR/931/MV du 8

AOÛT 1962 FAISANT SUITE A NOTRE ENTRETIEN DU 7 AOÛT, A 1630 HEURES SUR LA QUESTION DES TELECOMMUNICATIONS PARA. EN REALITE, JE VOUS AI INFORME QUE LES AUTORITES DU GOUVERNEMENT CENTRAL ONT DECIDE DE RETABLIR LES TELECOMMUNICATIONS (TELEGRAPH, TELEPHONE ET TELEX) AVEC LE KATANGA TELLES QU'ELLES ETAIENT AVANT. JE N'AI NULLEMENT DIT QUE LE GOUVERNEMENT DE LEOPOLDVILLE AVAIT DECIDE SUBQUOTE DE SUSPENDRE TOUTES LES TELECOMMUNICATIONS DU KATANGA SUBUNQUOTE, AS YOU STATE QUOTE IN YOUR LETTER UNDER REFERENCE PARA. SALUTATIONS UNQUOTE./AM POUCHING MINUTES OF MEETING TOMORROW. UNQUOTE.

I HAVE REPLIED TO MATHU AS FOLLOWS (EV-927) QUOTE RE YOUR ^{ELLEO}~~ELI~~ 1037. FOLLOWING IS REPLY TO KIMBA: SUBQUOTE. EN REPONSE A VOS LETTRES SR/928/MV ET SR/931/MV DU 8 AOÛT, J'AI L'HONNEUR DE VOUS INFORMER QUE LES DECISIONS DU GOUVERNEMENT CENTRAL AUXQUELLES VOUS AVEZ BIEN VOULU FAIRE ALLUSION NOUS ONT SIMPLEMENT ETE COMMUNIQUEES. AUCUNE DEMANDE NE NOUS A ETE PRESENTEE TENDANT A EN ASSURER LA TRANSMISSION AUX AUTORITES KATANGAISES. PARA. EN CE QUI CONCERNE LES VOLS D'AVION, NOUS AVONS DU INFORMER PAR L'INTERMEDIAIRE DES EXPERTS DE L'OACI ET DE NOS REPRESENTANTS LES COMPAGNIES AERIENNES ET LES TOURS DE CONTROLE DES DECISIONS ADOPTES PAR LE GOUVERNEMENT CENTRAL. C'EST LE SEUL POINT SUR LEQUEL LES NATIONS UNIES ONT EU UN ROLE A JOUER. PARA. DANS CES CONDITIONS IL ME SEMBLE QU'IL SERAIT PLUS UTILE EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS QUE VOUS AVEZ BIEN VOULU SOULEVER QUE VOUS DEMANDIEZ DES PRECISIONS DIRECTEMENT AU GOUVERNEMENT CENTRAL. SALUTATIONS. UNSUBQUOTE UNQUOTE

JB:mm

QUOTE
/

OUTGOING CODE

PRIORITY

TO : NARASIMHAN, NEW YORK
FROM : GARDINER, LEOPOLDVILLE
DATE : 9 August 1962
NO. : G- 1025

1. REFERENCE YOUR 5719. FOLLOWING IS FULL TEXT AS SUBMITTED TO ADOULA (GVT/524/62 of 4 August 1962):

Quote MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE: ME REFERANT A L'AVION RHODESIEN QUI A ATTERRI A KANONO LE 28 JUILLET ET QUI SE TROUVE RETENU EN CE MOMENT AVEC SON EQUIPAGE PAR LES FORCES DE L'ONU STATIONNEES DANS CETTE VILLE, JE VOUS SAURAI CRE DE BIEN VOULOIR ACCUEILLIR FAVORABLEMENT LA DEMANDE DE MISE EN LIBERTE DE L'EQUIPAGE ET DE RESTITUTION DE L'APPAREIL AUX AUTORITES RHODESIENNES. EN EFFET, LES NATIONS UNIES ONT PU CONSTATER QUE LA CARGOISON TRANSPORTEE PAR L'AVION EN QUESTION NE COMPRENAIT QUE DE LA NOURRITURE ET DES MEDICAMENTS. PARA. JE CONCOIS PARFAITEMENT QUE LE GOUVERNEMENT CENTRAL METTE FIN AUX VOLS QUI POURRAIENT AVOIR UN CARACTERE MILITAIRE. LE CHARGE DE LA MISSION DE L'ONUC N'A RENDU COMPTE DES DIVERSES MESURES QUE LE GOUVERNEMENT ENTEND PRENDRE A CET EFFET. CES MESURES ONT MON PLEIN ASSENTIMENT ET L'ONUC ACCORDERA SON ENTIERE COLLABORATION POUR LEUR MISE EN VIGUEUR. DANS CES CONDITIONS, J'ESTIME QU'IL CONVIENT DRAIT DE NE PAS RISQUER DE PROVOQUER UN EFFET DEFAVORABLE SUR L'OPINION PUBLIQUE PAR DES MESURES SEVERES DANS UN CAS D'ESPECE QUI NE PRESENTE PAS UNE IMPORTANCE SPECIALE. VOUS N'EN SEREZ QUE PLUS LIBRE PAR CONTRE D'ANNONCER PUBLIQUEMENT LES NOUVELLES MESURES QUI SERONT MISES EN VIGUEUR AVEC L'ASSISTANCE DE L'ONUC ET L'ON NE POURRA PAS VOUS OPPOSER PAR LA SUITE QUE CES MESURES N'ONT ETE PRISES QU'EN VUE DE LES FAIRE APPLIQUER AUX PILOTES DE L'AVION RHODESIEN. JE VOUS SERAIS RECONNAISSANT DE BIEN VOULOIR ME FAIRE CONNAITRE VOTRE DECISION QUE J'ESPERE FAVORABLE. PARA. VEUILLEZ AGREER,

.../...

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, L'ASSURANCE DE MA HAUTE CONSIDERATION.

U THANT, SECRETAIRE GENERAL. Unquote

2. AMENDMENTS MENTIONED ARE AS PROPOSED IN YOUR 5586.

OUTGOING CLEAR

PRIORITY

LEOPOLDVILLE

1962 AUG -8 PM 3:13

8 August 1962

O.N.U.C.

UNATIONS NEW YORK

G- 1024 NARASIMHAN FROM GARDINER

1. YOUR 5682 FOLLOWING IS TEXT OF CIRCULAR ADDRESSED BY MINISTRY OF INTERIOR IN DECEMBER 1961 TO AIRLINE REPRESENTATIVES:

Quote VU LA SITUATION PARTICULIERE QUI REGNE DANS LA PROVINCE DU KATANGA, VU AUSSI LA REORGANISATION DE CERTAINS SERVICES ADMINISTRATIFS DE LA REPUBLIQUE EN CETTE MEME PROVINCE, J'AI L'HONNEUR DE PORTER A VOTRE CONNAISSANCE QU'A PARTIR DE CE JOUR, 27 DECEMBRE 1961, ET JUSQU'A L'ORDRE CONTRAIRE DE MA PART, LES FORMALITES D'IMMIGRATION ET DE DOUANE SERONT ACCOMPLIES A L'AERODROME DE N'DJILI A LEOPOLDVILLE POUR TOUTES LES LIGNES COMMERCIALES RELAYANT LA PROVINCE DU KATANGA. PARA. AINSI TOUS AERONEFS, EN PROVENANCE D'UN AEROPORT SITUE EN DEHORS DU TERRITOIRE DE LA REPUBLIQUE ET A DESTINATION DE LA PROVINCE DU KATANGA, AINSI QUE CEUX EN PROVENANCE DE LA PROVINCE DU KATANGA ET ALLANT VERS UN POINT SITUE EN DEHORS DU TERRITOIRE CONGOLAIS, DOIVENT OBLIGATOIREMENT FAIRE ESCALE A N'DJILI. PARA. JE VOUS PRIE DE VOULOIR BIEN PRENDRE LES DISPOSITIONS QUI S'IMPOSENT ET D'EVITER D'ENTREINDRE, MEME D'UNE MANIERE INDIRECTE, LES MESURES ARRETEES. PARA. JE VOUS PRIE D'AGREER, MONSIEUR LE REPRESENTANT, L'ASSURANCE DE MA CONSIDERATION TRES DISTINGUEE. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. G. NGBENYE. Unquote

2. TEXT OF CIRCULAR OF 5 JANUARY 1962 ISSUED BY MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS DEALS WITH IMMIGRATION IN CONGO. FOLLOWING PART APPLIES TO PRESENT CASE, AS QUOTED IN MY CABLE NO. 1021:

Quote LES COMPAGNIES DE TRANSPORT SONT RESPONSABLES, VIS-A-VIS DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU RAPATRIEMENT ET DE L'ENTRETIEN EVENTUEL AU

.../...

CONGO DES ETRANGERS QU'ELLES Y AURAIENT TRANSPORTES SI CES PERSONNES N'ONT
PU ETABLIR, AU DEPART, QU'ILS ETAIENT MUNIS DES DOCUMENTS ET VISAS REQUIS
POUR PENETRER AU CONGO. Unquote

JB/mme

OUTGOING CODE CABLE

PRIORITY

TO: NARASIMHAN, New York
FROM: CARDINER, Léopoldville
DATE: 8 August 1962
NUMBER: G-1023

REFERENCE YOUR 5705.

1. ADOULA HAS COMMISSIONED BOTH CHATTI AND DENIS TO PREPARE DRAFT CONSTITUTIONS FOR HIM. NEITHER IS READY.
2. THE DRAFT PRESENTED BY ADOULA AND TRANSMITTED TO YOU ~~TO NEW YORK~~ IS THE ONE PREPARED BY THE PARLIAMENTARY COMMITTEE.
3. LAST YEAR, A TEAM OF THREE EXPERTS ~~WAS~~ SENT HERE BY UN, BUT APPARENTLY DID NOT GET MUCH GUIDANCE OR ATTENTION. THEIR PROJECT WAS DRAWN UPON VERY HEAVILY BY THE PARLIAMENTARY COMMITTEE. TO ALL INTENTS AND PURPOSES, IT FORMS THE BASIS OF THE WORK OF THE PARLIAMENTARY COMMITTEE.
4. COPIES OF ALL THESE DOCUMENTS WILL BE POUCHED WHEN THE DOSSIERS FOR THE MEMBERS OF THE COMMISSION ARE READY.

RKG/ln

OUTGOING CODE CABLE

PRIORITY

TO: SECGEN, New York
FROM: GARDINER, Léopoldville
DATE: 8 August 1962
NUMBER: G-1022

FOR INFORMATION, FOLLOWING FROM MATHU, PREM CHAND,
E'VILLE (ELLEO 1055): QUOTE

THIS AFTERNOON EYE CONVEYED TO KIMBA YOUR MESSAGE OF THIS MORNING (7 AUGUST) ABOUT SUSPENSION OF AIR FLIGHTS. KIMBA RETORTED THIS MEANT AIRPORTS NOT UNDER UN CONTROL ARE CONTINUING TO OPERATE. EYE TOLD HIM NO FLIGHTS CAN TAKE PLACE IN CONGO WITHOUT SANCTION OF CENTRAL GOVT. HE ASKED WHETHER UN WAS EXECUTIVE AGENT OF CENTRAL GOVT. EYE ANSWERED WE ARE MERELY PASSING INFORMATION AT THE REQUEST OF CENTRAL GOVT. EYE TOLD HIM UN WILL NO LONGER ISSUE PERMITS ENABLING AIR COMPANIES TO FLY OVER CONGO. EYE MADE IT CLEAR THESE MEASURES HAVE NOT REPEAT NOT BEEN INITIATED BY UN. ALL AUTHORIZATIONS FOR FLIGHTS OVER REPUBLIC SHOULD BE OBTAINED FROM CENTRAL GOVERNMENT IN LEO. EYE TOLD HIM FURTHER THAT UN IF NECESSARY ON REQUEST AND ON BEHALF OF KATANGESE AUTHORITIES CAN WITH APPROVAL OF CENTRAL GOVT WOULD TRANSPORT FOOD AND ESSENTIALS TO KONGOLO. HE CATEGORICALLY REJECTED THIS OFFER.

EYE NEXT INFORMED HIM THAT CENTRAL GOVT HAS INTIMATED LEO STATION READY TO RESUME TELEPHONE TELEGRAPH AND TELEX SERVICES AND WANTS TO KNOW WHETHER KATANGESE PROVINCIAL TELECOMMUNICATION AUTHORITIES WOULD RESUME SERVICE AT THEIR END. HE WAS NOT READY TO GIVE DIRECT ANSWER BUT ASKED WHETHER UN WOULD TAKE CONTROL OF E'VILLE

POST OFFICE IN EVENT KATANGESE AUTHORITIES REFUSED TO CO-OPERATE. EYE REPLIED UN HAD NO SUCH INTENTION. KIMBA RECALLED THAT AGREEMENT HAD BEEN REACHED TO ESTABLISH COMMISSIONS ON TRANSPORT AND COMMUNICATION INCLUDED TELECOMMUNICATIONS. IT APPEARED TO HIM WITH REFERENCE TO UNILATERAL ACTION BY ADOULA GOVERNMENT IN THESE FIELDS THAT IDEA OF SETTING UP COMMISSIONS HAS BEEN GIVEN UP. HE REQUESTED ME TO SEEK CLARIFICATION ON THIS POINT AND EYE PROMISED TO INQUIRE FROM YOU.

KIMBA RAISED QUESTION OF NEW ROAD BLOCKS ESTABLISHED BY GENDARMERIE IN ELI AND OF BUICK SEIZED ON 22 JULY IN REPLY TO MY LETTERS OF PROTEST COPIES IN POUCH AND SUGGESTED THAT A DATE SHOULD BE FIXED AFTER WHICH NO NEW BLOCK SHOULD BE ESTABLISHED. EYE TOLD HIM THIS SUBJECT WOULD REQUIRE DISCUSSION BUT MEANTIME HE SHOULD USE HIS AUTHORITY TO INSURE THAT INCIDENTS DO NOT OCCUR WHICH WOULD LEAD TO BREACH OF PEACE. UNQUOTE

HAVE REPLIED MATHU AS FOLLOWS (EV-921): QUOTE REUR ELLEO 1055. EYE ENTIRELY AGREE WITH YOU. UN DOES NOT INTEND TO TAKE OVER ELI POST OFFICE. ADOULA'S IDEA IS THAT FOREIGN COUNTRIES TO WHOM ~~M~~ APPEALS HAVE BEEN MADE WOULD CO-OPERATE WITH THE CENTRAL GOVT/.

NEW SUBJECT: CENTRAL GOVT HAS NOT MADE ANY NEW STATEMENT ABOUT SETTING UP OF COMMISSIONS. ADOULA STILL SAYS THAT HE IS READY TO RESUME REALISTIC DISCUSSIONS WHICH WILL RESULT IN IMMEDIATE EXECUTIVE ACTION.

NEW SUBJECT: EYE HOPE YOU WILL BE ABLE TO RECOVER THE VEHICLES SEIZED BY THE GENDARMERIE. EYE UNDERSTAND TWO OR THREE

-: 3 :-

OTHERS HAVE BEEN SEIZED APART FROM THE BUICK.

NEW SUBJECT: THE QUESTION OF ROADBLOCKS REQUIRES VERY
CAREFUL HANDLING. OUR FREEDOM OF MOVEMENT PRINCIPLE REQUIRES
US NOT TO BE COMMITTED IN ANY WAY. UNQUOTE

RKG/ln

OUTGOING CLEAR CABLE

PRIORITY

LEOPOLDVILLE

7 August 1962

UNATIONS NEW YORK

G - 1021

SECURE FROM GARDINER

FOLLOWING COMMUNIQUE ISSUED BY MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS : QUOTE
LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ATTIRE L'ATTENTION DES COMPAGNIES DE TRANSPORT
AERIEN SUR CE QUI SUIT . para . EN VERTU DE L'ARTICLE 19 DE LA LOI FONDAMENTALE
LES VOIES AERIENNES Y COMPRIS LES AEROPORTS ET LA PROTECTION AERIENNE SONT DE LA
COMPETENCE EXCLUSIVE DU POUVOIR CENTRAL. LES AUTORISATIONS NECESSAIRES POUR
UTILISER CES VOIES AERIENNES NE PEUVENT ETRE DONNEES QUE PAR LE GOUVERNEMENT CENTRAL
DE LA REPUBLIQUE DU CONGO. para . EN OUTRE, CONFORMEMENT A LA CONVENTION DE
CHICAGO , LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CONGO REAFFIRME SOLENNELLEMENT LA
SOVERAINETE COMPLETE ET EXCLUSIVE DE SON TERRITOIRE SUR L'ESPACE AERIEN ET
INVITE TOUTES LES COMPAGNIES ETRANGERES DE TRANSPORT AERIEN A LA RESPECTER . para .
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE VIENT DE CONSTATER DE VIOLATIONS DE SON ESPACE
AERIEN PAR DES AERONEFS DE COMPAGNIES DE TRANSPORT QUI N'ONT PAS OBTENU DE DROITS
DE TRAFIC. PLUSIEURS SURVOLS ET ATTERRISSAGES NON AUTORISES ONT ETE ENREGISTRES
CES DERNIERS TEMPS AU SUD-KATANGA ET AU SUD-KASAI . para . DEVANT CETTE SITUATION ,
LE GOUVERNEMENT, CONFORMEMENT A UNE DECISION ARRETEE EN CONSEIL DES MINISTRES,
A PRIE LE REPRESENTANT DES NATIONS UNIES AU CONGO D'USER DE TOUTS LES MOYENS DONT
IL DISPOSE POUR ENPECHER TOUT SURVOL ET ATTERRISSAGES IRRÉGULIERS PAR DES AERONEFS
APPARTENANT A DES COMPAGNIES DE TRANSPORT QUI N'ONT PAS EXPRESSEMENT RECU L'AUTORISA-
TION DE SURVOL OU D'ATTERRISSAGE DE LA PART DU GOUVERNEMENT CENTRAL . para .

.../...

EN CE QUI CONCERNE LES COMPAGNIES DE TRANSPORT AERIEN QUI ONT OBTENU DES DROITS DE TRAFIC AU CONGO, LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES RAPPELLE LA TENUEUR DE SA CIRCULAIRE No 3 DU 5 JANVIER 1962 point 2 . STIPULANT CE QUI SUIT : " LES COMPAGNIES DE TRANSPORT SONT RESPONSABLES VIS-A VIS DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU RAPATRIEMENT ET DE L'ENTRETIEN EVENTUEL AU CONGO DES ETRANGERS QU'ELLES Y AURAIENT TRANSPORTES SI CES PERSONNES N'ONT PU ETABLIR, AU DEPART, QU'ILS ETAIENT MUNIS DES DOCUMENTS ET VISAS REQUIS POUR PENETRER AU CONGO . " para . EN CONSEQUENCE , POUR FACILITER LE CONTROLE D'IMMIGRATION, TOUS LES AERONEFS, EN PROVENANCE D'UN AEROPORT SITUE EN DEHORS DU TERRITOIRE DE LA REPUBLIQUE ET A DESTINATION DE LA PROVINCE DU SUD-KATANGA ET DU SUD-KASAI AINSI QUE CEUX EN PROVENANCE DE LA PROVINCE DU SUD-KATANGA ET DU SUD-KASAI ET ALLANT VERS UN POINT SITUE EN DEHORS DU TERRITOIRE CONGOLAIS, DOIVENT OBLIGATOIREMENT FAIRE ESCALE A L'AEROPORT DE LEOPOLDVILLE N'DJILI. LEOPOLVILLE , LE 7 AOUT 1962 . Unquote .

OUTGOING CLEAR CABLE

PRIORITY

LEOPOLDVILLE

7 August 1962

UNATIONS NEW YORK

G - 1020

SEGMENT FROM GARDINER .FOLLOWING COMMUNIQUE ISSUED BY PRIME MINISTER'S OFFICE
TODAY : QUOTE . DANS SA REUNION DU 6 AOUT 1962 LE COMITE POLITIQUE A PRIS LA
DECISION SUIVANTE : TOUTES LES ENTREPRISES QUI FONCTIONNENT DANS LA REGION
SECESSIONNISTE DU SUD-KATANGA ET ONT DES INTERETS ECONOMIQUES DANS D'AUTRES
PARTIES DU CONGO DOIVENT CHOISIR CELLE DES DEUX REGIONS OU ELLES CONTINUERONT
A AVOIR DES ACTIVITES. LES COMPAGNIES MINIERES, LES FIRMES COMMERCIALES, LES
PLANTATIONS ET AUTRES ENTREPRISES NE SERONT PLUS AUTORISEES A CONTINUER A APPUYER
D'UNE PART LA SUBVERSION ET LA SECESSION AU KATANGA ET A TIRER D'AUTRE PART
DES AVANTAGES ECONOMIQUES DE LEURS ACTIVITES DANS D'AUTRES REGIONS DU CONGO. LE
GOUVERNEMENT CENTRAL A DECIDE DE CREER UNE COMMISSION SPECIALE POUR ETUDIER ET
PROPOSER LES MESURES LEGISLATIVES ET AUTRES QUI SONT NECESSAIRES POUR METTRE EN
VIGUEUR DES MESURES EFFICACES CONTRE LES ENTREPRISES QUI ENTRENT DANS LA CATEGORIE
DECRITE CI-DESSUS. para . CE MATIN LE PREMIER MINISTRE A CONVOQUE LES REPRESENTANTS
DES ASSOCIATIONS PATRONALES NOTAMMENT LA FEDERATION DES ENTREPRISES CONGOLAISES
ET LA CHAMBRE DE COMMERCE, AFIN DE LES TENIR AU COURANT DE CETTE DECISION. Unquote.

JB/sl

OUTGOING CLEAR CABLE

PRIORITY

LEOPOLDVILLE
7 AUGUST 1962

UNATIONS NEW YORK

G-1019

NARASIMHAN FROM GARDINER.

FOLLOWING IS EXTRACT FROM AGENCE CONGOLAISE PRESS OF 1 AUGUST OF INTERVIEW GIVEN BY ADOULA TO MR JOSE PEREYA OF LA DERNIERE HEURE BELIEVED TO PUBLISHED BY THAT PAPER ON 1 AUGUST : QUOTE . M. PEREYA A ENSUITE POSE LA QUESTION SUIVANTE A M. ADOULA : M. PAUL STRUYE , PRESIDENT DU SENAT BELGE , A LANCE L'IDEE D'UNE MEDIATION DES PRESIDENTS SENHOR, HOUPHOUET-BOIGNY ET TSIRANA, ETES-VOUS DISPOSE A ACCEPTER UNE TELLE MEDIATION ? . para . REPONSE DE M. ADOULA : DEPUIS QUE LE CONGO CONNAIT DES EVENEMENTS DOULOUREUX, PLUSIEURS MEDIATIONS ONT ETE PROPOSEES. QUEL A ETE LE RESULTAT DE CES OFFRES ? ET QUEL EST MEME LE RESULTAT EFFICACE QU'UN MEDIATEUR PEUT OBTENIR DEVANT UNE SITUATION DONNEE ? para . A NOTRE AVIS, ET NOUS LE DISONS D'EXPERIENCE, LE MEDIATEUR VIENT ET SA TACHE PRINCIPALE CONSISTE A PRECHER LA MORALE : " IL FAUT VOUS ENTENDRE, VOUS ETES DES FRERES, VOUS ETES DES CONGOLAIS, IL FAUT OUBLIER LE PASSE . " ET APRES AVOIR PRECHE LA MORALE, LE MEDIATEUR QUITTE LES DEUX PARTIES QUI RESTENT, BIEN SUR, SUR LEURS POSITIONS PREMIERES. para . POUR QU'UNE MEDIATION SOIT EFFICACE, IL FAUT QUE LE MEDIATEUR CONNAISSE LE SUJET, SOIT AU COURANT DE TOUT LE PROBLEME, DE SES ELEMENTS CONNUS COMME DE SES ELEMENTS INCONNUS. SUR CETTE BASE IL PEUT FAIRE DES PROPOSITIONS AUX PARTIES QUI, POUR MONTRER LEUR BONNE VOLONTE, DOIVENT DECLARER ACCEPTER LA SOLUTION PRECONISEE. para . J'AI DIT PLUS HAUT QUE JE PARLERAIS DE CETTE LONGUE NUIT DE TRAVAIL DU 25 AU 26 JUIN. para . DURANT CETTE NUIT, APRES QUE LES MANDATS

/...

DES COMMISSIONS EURENT ETE ADOPTES, IL S'AVERA QU'IL NE RESTAIT PLUS QU'A
SIGNER UN ACCORD SUR UN COMMUNIQUE FINAL COMMUN. LA DELEGATION DU KATANGA A ETE
LA PREMIERE A DEPOSER UN PROJET DE COMMUNIQUE. SON TEXTE A ETE PUBLIE DEPUIS. EN
CONTREPARTIE, LA DELEGATION DU GOUVERNEMENT CENTRAL A SOUMIS EGALEMENT UN PROJET.
COMME CHAQUE PARTIE RESTAIT SUR SES POSITIONS, M. TSHOMBE, APRES AVOIR RECONNU
TOUT LE TRAVAIL REALISE ET SURTOUT LA NECES-SITE DE NE PAS FAIRE ECHEC AUX EFFORTS
QUE LES PARTIES AVAIENT DEPLOYEES POUR ARRIVER A UNE SOLUTION, A PROPOSE QUE LES
NATIONS UNIES, TENANT COMPTE DES DEUX PROJETS, ELABORENT UNE VERSION QUI JETERAIT
UN PONT ENTRE LES DEUX POINTS DE VUE. para . EN REPONSE A CETTE SUGGESTION DE
M. TSHOMBE , J'AI MARQUE MON ACCORD , TOUT EN DEMANDANT A M. TSHOMBE QUE LE
PROJET DES NATIONS UNIES SOIT ACCEPTE D'OFFICE ET SANS DISCUSSION . para . DES QUE
LE PROJET DES NATIONS UNIES NOUS FUT SOUMIS , LA DELEGATION KATANGAISE LE DECLARA
INACCEPTABLE ET REVINT SUR SA PREMIERE POSITION. JE CONSIDERE QUE CETTE NUIT-LA,
IL Y A EU UNE MEDIATION ET QU'ELLE A ETE FAITE PAR UN AFRICAIN, M. ROBERT GARDINER,
MALGRE SA QUALITE DE FONCTIONNAIRE DES NATIONS UNIES . para . LE 16 AVRIL, QUAND
M. TSHOMBE EST RETOURNE A B'VILLE , JE LUI AI REMIS UN MEMORANDUM DANS LEQUEL
LE GOUVERNEMENT CENTRAL FAISAIT DES PROPOSITIONS TENDANT A DONNER UNE SOLUTION
AU PROBLEME KATANGAIS. LA REPONSE DE M. TSHOMBE A CES PROPOSITIONS NE PERMETTAIT PAS
LA REPRISE DE NOUVEAUX ENTRETIENS. para . AU MOIS DE MAI, QUAND M. TSHOMBE EST
REVENU A LEO, ET SUR SA PROPOSITION, NOUS AVONS RENONCE A NOS DOCUMENTS POUR
ACCEPTER UN DOCUMENT INTERMEDIAIRE, QUE M. TSHOMBE APPELAIT UN COMPROMIS : C'ETAIT
LE DOCUMENT DES NATIONS UNIES. N'EST-CE PAS LA AUSSI UNE MEDIATION? para . CETTE
FOIS-CI, ON NOUS SUGGERE DES PERSONNALITES AFRICAINES. MAIS LE CONGO DESIRE
GARDER L'AMITIE DE TOUS SES FRERES ET NOUS CRAIGNONS QU'UNE MEDIATION D'UN CHEF D'ETAT
AFRICAIN QUI N'ABOUTIRAIT PAS A UN RESULTAT POSITIF CREE UNE SORTE DE TENSION, VOIRE

..//..

UNE SORTE DE MEFIANCE ENTRE LE CONGO ET CET ETAT. NOUS NE VOUDRIONS PAS NOUS PLUS QUE CETTE MEDIATION PUISSE ETRE CONSIDEREE COMME UNE IMMIXTION NEFASTE DANS LES AFFAIRES INTERIEURES DU CONGO. para . LA PROPOSITION DE M. STRUYE A EVEILLE PAR AILLEURS L'ATTENTION D'AUTRES CHEFS D'ETAT AFRICAINS QUI N'ETAIENT PAS NOMMES DANS SON TEXTE. JE SUIS SAISI MEME DE DEUX PROPOSITIONS TOUT A FAIT DIRECTES DE MEDIATION . CEPENDANT, NOTRE POLITIQUE AFRICAINE NOUS MET DANS L'EMBARRAS DE DEVOIR REFUSER CES OFFRES DIRECTES. COMME ONT ALORS ACCEPTE LA SUGGESTION DE M. STRUYE SANS RISQUER DE FROISSER OU D'OFFENSER D'AUTRES CHEFS D'ETAT AFRICAINS : . Unquote .

OUTGOING CODE

PRIORITY

TO : SECGEN, New York
FROM : GARDINER, Leopoldville
DATE : 7 August 1962
NO. : G- 1018

FOLLOWING FROM GAVIOLA BUKAVU FOR YOUR INFORMATION (BUKA 137):

Quote REFERENCE OPERATION LIQUIDATION STOCK ARMEE BELGE RUANDA BURUNDI
APPREHENS DE SOURCE OFFICIEUSE QU'AVIONS HARVARD ONT ETE VENDUS AU KATANGA.

Unquote

/mme

OUTGOING CODE

PRIORITY

TO : SEEGEN, NEW YORK
FROM : GARDINER, LEOPOLDVILLE
DATE : 7 August 1962
NO. : G- 1017

FOLLOWING FROM MATHU GUSSING FOR YOUR INFORMATION (REFEL-409):

Quote FOR YOUR INFORMATION. SINCE AFTERNOON 3 AUGUST A FEW MEN, SOME 400 WOMEN AND 250 CHILDREN FROM REFUGEE CAMP SITTING OUTSIDE OFFICE OF TUNISIAN COLONEL SAYING THEY WILL STAY THERE UNTIL THEY DIE FROM HUNGER UNLESS THEY ARE REPATRIATED BY UN. ABOUT 500 MEN AND BOYS REMAIN QUIET AT REFUGEE CAMP. THEY SAY UN HAS LET THEM DOWN AND THAT NO CIVILIZED COUNTRY LEAVES POLITICAL REFUGEES AT THE MERCY OF THEIR ENEMIES. THEY STATE ALL ARE AGAINST SHOMBE AND HIS AUTHORITIES. TWO SOCIAL WORKERS FOR BRITISH FRIENDS SERVICE WENT TO SEE WOMEN TODAY TO OFFER THEIR HELP BUT REFUGEES WERE ONLY INTERESTED IN REPATRIATION. THE REFUGEES DID NOT ALLOW THE TWO SOCIAL WORKERS TO ENTER THE CAMP AND TOLD THEM THEY WERE NOT WELCOME. KATANGESE AUTHORITIES HAVE SO FAR DONE NOTHING TO REMEDY SITUATION BUT WERE ON 1 AUGUST OFFERING TO REPATRIATE REFUGEES TO NATIVE AREAS IN DISTRICTS BUKAMA KANIAMA ETC HOWEVER STRESSING THE FACT THAT THE AUTHORITIES COULD PROTECT THEM IN EVILLE BUT WERE NOT ENOUGH IN CONTROL TO GUARANTEE THEIR SAFETY IN HOME AREAS. REFUGEES HAVE NOT YET GIVEN THEIR ANSWER TO THIS OFFER. REMAINING REFUGEES SEEM TO BE WELL GUARDED IF NOT TERRORISED BY GANG OF JEUNESSE AND IT IS QUITE PROBABLE THAT AMONG REMAINING REFUGEES ARE COMMON LAW CRIMINALS WHO REALLY HAVE SOMETHING TO FEAR FROM THE KATANGESE POLICE. VIA VOLUNTARY AGENCIES WE ARE TRYING TO PERSUADE ESPECIALLY KATANGESE SOCIAL AUTHORITIES TO TAKE ACTION TO TRANSPORT REMAINING REFUGEES TO COMMUNES OR AT LEAST TO GET IN TOUCH WITH THEM. NEW GROUPS OF MAINLY BALUBAS KASAI ARE POURING INTO THE CITY EVERY DAY FROM KPUSHI JADOTVILLE ETC.

.../...

AND WE ALREADY KNOW OF ABOUT 2000 PRETENDING TO BE FAMILIES OR WIDOWS OF EX-POLITICAL PRISONERS ALL WANTING REPATRIATION FROM UN. MANY OF FAMILIES MENTIONED YOUR LETTER KG-104 TO KIMBA AND YOUR CABLE 604 TO GUSSING SEEM TO HAVE COME TO EVILLE. REASON SAID TO BE THAT KATANGESE AUTHORITIES HAVE FORBIDDEN UNION MINIERE AND BCK TO CONTINUE PAY ALLOWANCES TO THEM. KATANGESE RED CROSS STILL WILLING HELP THEM BUT MUNONG HAS UNOFFICIALLY INFORMED THEM THAT GOVERNMENT NOT WILLING PROVIDE NECESSARY FUNDS. Unquote

/mme

OUTGOING CODE CABLE

PRIORITY

TO: SECGEN, New York
FROM: GARDINER, Léopoldville
DATE: 7 August 1962
NUMBER: G- 1016

REFERENCE YOUR 5662. ARRANGEMENTS MADE WITH
FORCE COMMANDER FOR THE ANNOUNCEMENT OF THE APPOINTMENT
OF MAJOR GENERAL KLINTBERG TOMORROW 8 AUGUST.

RKG/ln

OUTGOING CLEAR CABLE

ROUTINE

LEOPOLDVILLE
7 August 1962

UNATIONS NEWYORK

G- 1015

NARASIMHAN FROM GARDINER REFERENCE YOUR 5658 FOLLOWING IS TEXT OF ANNEX
14 : QUOTE No. KAT/130/62 LEOPOLDVILLE 1 JULY 1962. MONSIEUR LE PRESIDENT,
JE ME PERMETS AUJOURD'HUI DE VENIR VOUS EXPRIMER TOUTE L'INQUIETUDE QUE ME
CAUSENT LES NOUVELLES CONCERNANT LE PROGRAMME DES CELEBRATIONS PREVU A
ELISABETHVILLE POUR LE 11 JUILLET. EN EFFET, TANT M. RYCHMAN DE BETZ QUE LE
COLONEL KIEMBA MICHEL ONT PRIS CONTACT AVEC LES SERVICES DU REPRESENTANT DES
NATIONS UNIES A ELISABETHVILLE POUR L'INFORMER DES MANIFESTATIONS PREVUES ET
PLUS SPECIALEMENT LA PARTICIPATION DES MILITAIRES DE LA GENDARMERIE. PARA
SANS VOULOIR ME PRONONCER SUR L'OPPORTUNITE QU'IL Y AURAIT A PREVOIR UNE
MANIFESTATION IMPORTANTE AU MOMENT OU, AINSI QUE VOUS LE SAVEZ, LES CONVERSATIONS
AVEC LE GOUVERNEMENT CENTRAL POUR LA REPRISE PAR LE KATANGA DE SA PLACE AU SEIN DE
LA REPUBLIQUE SONT INTERROMPUES, JE DESIRE FAIRE ETAT DE LA TRES PACHEUSE IMPRES-
SION QUI SERAIT CREER AU SIEGE DES NATIONS UNIES PAR UNE TELLE ATTITUDE. JE VOUS
RAPPELLE A CET EFFET LA RECENTE DECLARATION DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES
QUI FAISAIT ETAT DE SON ESPOIR QUE: QUOTE CEUX QUI RECHERCHENT LA DIVISION ET LA
SECESSION SE RENDRONT COMPTE DE LA FOLIE DE LEUR ATTITUDE ET AUGMENTERONT LEUR
COOPERATION, COMME ON A PU EN VOIR LES SIGNES RECENTMENT, POUR TROUVER D'UN COMMUN
ACCORD DES SOLUTIONS AUX DIVERGENCES UNQUOTE. PARA J'ESPERE DANS CES CONDITIONS
QU'AUCUN MOUVEMENT DE TROUPES N'AURA LIEU DE L'EXTERIEUR VERS ELISABETHVILLE ET
J'AIMERAIS RECEVOIR DE VOUS DES ASSURANCES FORMELLES A CET EFFET. VOUS COMPRENDREZ
EN EFFET QUE TOUT ACCROISSEMENT DES FORCES DE LA GENDARMERIE NOUS OBLIGERAIT A
PROCEDER A UN NOUVEAU DEPLOIEMENT DES FORCES DE L'ONU QUI POURRAIT ETRE FACILEMENT
MAL INTERPRETE ET POURRAIT CONSTITUER UNE NOUVELLE CAUSE DE FRICTION. SALUTATIONS.
R.K. GARDINER CHARGE DE LA MISSION DES NATIONS UNIES AU CONGO. UNQUOTE

OUTGOING CLEAR CABLE

PRIORITY

LEOPOLDVILLE

7 August 62

UNATIONS NEW YORK

6 - 1014

SECOEN FROM GARDINER . FOLLOWING RECEIVED FROM BRUSSELSVILLE . (ELLEO 1051)

Quote . UNDERSTAND PRESS REPORTS ORIGINATING IN BRUSSELS CLAIM THAT SARENA
DC- 7 WAS FIRED AT FROM GROUND POSSIBLY BY UN TROOPS YESTERDAY. HAVE DENIED SINCE
THE REPORT HAS NO FOUNDATION IN FACT AT ALL. Unquote .

RG/s1

OUTGOING CLEAR CABLE

PRIORITY

LEOPOLDVILLE
7 August 1962

UNATIONS NEW YORK
G - 1013

SECCEN from GARDINER.

FOLLOWING RECEIVED FROM ELISABETHVILLE (OPI 147):QUOTE . FOLLOWING IS EXTRACT FROM quote L' ESSOR DU KATANGA Unquote OF SIXTH AUGUST . QUOTE . HIER SOIR A 10.30 . LE GOUVERNEMENT KATANGAIS N'AVAIT PAS ETE AVERTI OFFICIELLEMENT DE CETTE INTERDICTION, FAITE AUX AVIONS QUI N'APPARTENAIENT PAS A L'ONU . DANS LES MILIEUX GOUVERNEMENTAUX KATANGAIS, ON S'INTERROGE SUR LES MOTIFS DE CETTE DECISION. ON SE DEMANDE DANS CES MILIEUX S'IL S'AGIT LA DE LA PREMIERE MESURE DE PRESION ECONOMIQUE SUR LE KATANGA DONT MONSIEUR THANT A PARLE. MAIS DANS CE CAS, DIT-ON SUR QUELLE DECISION DU CONSEIL DE SECURITE OU SUR QUEL TEXTE LEGAL LES NATIONS UNIES S'APPUIENT-ELLES POUR PRENDRE CETTE DECISION. EN EFFET, DIT-ON DANS CES MILIEUX, IL SERA PORT DIFFICILE AUX NATIONS UNIES DE JUSTIFIER LEUR ACTION. ET L'ON AJOUTE : LA MESURE DE L'ONU EST-ELLE DIRIGEE CONTRE LA POPULATION CIVILE DE KONGOLO DONT ON INTERDIRAIT LE RAVITAILLEMENT OU CONTRE LA GENDARMERIE ? EST-ELLE DESTINEE A ENNERVER LES RESPONSABLES DE LA POLITIQUE KATANGAISE AFIN DE LES POUSSER A DES ACTIONS EXTREMES QUI JUSTIFIERAIENT UNE ENTREPRISE MILITAIRE DE L'ONU. L'ONU VEUT-ELLE PROVOQUER UN CONFLIT AFIN D'INVOCER LE CAS DE LEGITIME DEFENSE POUR METTRE EN APPLICATION LES PLANS DU DEPARTEMENT D'ETAT AU KATANGA. DANS LES MILIEUX GOUVERNEMENTAUX KATANGAIS, ON SE REFUSE A FAIRE TOUT COMMENTAIRE AVANT D'ETRE INFORME PAR LES NATIONS UNIES DE CE QUI SE PASSE. LES DECISIONS QUI SERONT PRISES, LE SERONT D'APRES LES CONCLUSIONS QUE LE GOUVERNEMENT POURRA FORMULER A LA SUITE DES EXPLICATIONS QUI LUI SERONT DONNEES . Unquote .

R.K.A.G / sl

OUTGOING CLEAR CABLE

1962 AUG -7 AM 10:30

O.N.U.C.

ROUTINE

LEOPOLDVILLE
7 August 1962

UNATIONS. NEWYORK

G- 1012

NARASIMHAN FROM GARDINER REFERENCE YOUR 5657 PARAGRAPH STARTS
WITH ~~RECEIVED~~ HEADING "17 JULY INCIDENT" AND SHOULD BE NUMBERED
25. PARA GIVES TEXT OF BROADCAST BY RADIO KATANGA AND WORDS
"AT 1630 HRS" SHOULD BE INSERTED INSTEAD OF "AT 1030 HRS" SO THAT
SENTENCE SHOULD READ: "AT 1630 HRS A CALL WAS RECEIVED AT UN
HEADQUARTERS FROM A MAN. . ."

JB/ln

OUTGOING CODE

PRIORITY

TO : SECGEN, NEW YORK
FROM : GARDINER, LEOPOLDVILLE
DATE : 7 August 1962
NO. : G- 1011

FOLLOWING FOR YOUR INFORMATION:

Quote Ref. 12/130/798/CAB/AE/62, 1er août 1962. LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE DU CONGO PRESENTE SES COMPLIMENTS A L'AMBASSADE DE LA GRANDE BRETAGNE A LEOPOLDVILLE ET A L'HONNEUR DE LUI FAIRE SAVOIR QUE LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES CONFIRME LA CONVERSATION QU'IL A TENUE AVEC L'AMBASSEUR DE LA GRANDE BRETAGNE. L'AVION SAISI A MANONO ETAIT ENTRE ILLEGALEMENT SUR LE TERRITOIRE CONGOLAIS. LA COMPAGNIE AERIENNE AFRICAN CENTRAL AIRWAYS CONTRAIREMENT A TOUS LES USAGES DE TOUTES LES COMPAGNIES AERIENNES DU MONDE N'AVAIT NI OBTENU NI MEME DEMANDER L'AUTORISATION DE SURVOLER LE TERRITOIRE DE LA REPUBLIQUE. C'EST POUR CE MOTIF QUE LA MESURE PRISE PAR LES AUTORITES CONGOLAISES A L'ENCONTRE DE L'AVION APPARTENANT A CETTE COMPAGNIE EST PARFAITEMENT LEGALE PARCE QU'ELLE EST CONFORME AUX LOIS INTERNATIONALES. PARA. TOUT L'EQUIPAGE RESTE A LA DISPOSITION DES AUTORITES CONGOLAISES TANT QUE DURERA L'ENQUETE CONCERNANT CETTE AFFAIRE. PARA. LE MINISTRE SAISIT CETTE OCCASION POUR RENOUVELER A L'AMBASSADE DE LA GRANDE BRETAGNE LES ASSURANCES DE SA HAUTE CONSIDERATION.

Unquote

/mme

OUTGOING CODE

PRIORITY

TO : SECGEN, NEW YORK
FROM : GARDINER, LEOPOLDVILLE
DATE : 7 August 1962
NO. : C- 1010

FOLLOWING FROM MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS, REPUBLIC OF THE CONGO,
TO BRITISH EMBASSY, LEOPOLDVILLE:

Quote LE MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE DU
CONGO PRESENTE SES COMPLIMENTS A L'AMBASSADE DE LA GRANDE BRETAGNE A
LEOPOLDVILLE ET A L'HONNEUR DE PORTER A SA CONNAISSANCE QUE COLON PARA.
SUBSIDIAIEMENT A LA NOTE NO 798 DU 1er AOUT 1962 LE GOUVERNEMENT CONGOLAIS
VIENT DE PRENDRE LA DECISION D'INTERDIRE TOUT VOL VERS LE KATANGA D'AVIONS
QUI N'AURAIENT PAS RECU AU PREALABLE L'AUTORISATION DE LA DIRECTION DE
L'AVIATION CIVILE PAR L'INTERMEDIAIRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
DE LA REPUBLIQUE DU CONGO A LEOPOLDVILLE. PARA. LA PRESENTE COMMUNICATION
EST FAITE A TITRE D'INFORMATION POUR QUE SOIENT PREVENUES TOUTES LES
COMPAGNIES AERIENNES QUI DESIRENT EVITER LA MESAVENTURE QUI LEUR SURVIENDRAIT
SI ELLES VENAIENT A TRANSGRESSER LA DECISION DU GOUVERNEMENT CONGOLAIS. PARA.
LE GOUVERNEMENT CONGOLAIS DECLINE DORES ET DEJA TOUTE RESPONSABILITE DES
CONSEQUENCES GRAVES QUI NE MANQUERONT PAS DE SUIVRE TOUTE CONTRAVENTION A LA
PRESENTE DECISION. PARA. LE MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES SAISIT
CETTE OCCASION POUR RENOUVELER A L'AMBASSADE DE LA GRANDE BRETAGNE L'EXPRESSION
DE SA PLUS HAUTE CONSIDERATION. LEOPOLDVILLE, LE 3 AOUT 1962. Unquote

/mme

OUTGOING CODE CABLE

PRIORITY

TO: NARASIMHAN, New York
FROM: GARDINER, Léopoldville
DATE: 7 August 1962
NUMBER: G-1009

FOR INFORMATION, FOLLOWING FROM MATHU (ELLEO 1049):

QUOTE UPON TRYING TO SPEAK TO VAN ROEY TODAY 6 AUGUST
HAVE LEARNT HE HAS LEFT FOR GENEVA. UNQUOTE

BKC/ln

OUTGOING CLEAR CABLE

PRIORITY

LEOPOLDVILLE
7 August 1962

UNATIONS NEWYORK

G- 1008

issued

SECEN FROM GARDINER FOLLOWING ~~IS~~ INSTRUCTIONS/IN CONNECTION WITH
FLIGHTS: (1) BY GOVERNMENT TO AIRPORT COMMANDERS: QUOTE LE GOUVERNE-
MENT A PRIS LA DECISION DE CONSIDERER LA PROVINCE DU KATANGA COMME
ZONE PROHIBEE DANS LAQUELLE LES SURVOLS, LES DECOLLAGES ET LES
ATTERRISSAGES PAR LES AERONEFS CIVILS DE TOUTES NATIONALITES, SONT
INTERDITS. PARA. CETTE DECISION PREND EFFECT IMMEDIATEMENT ET RESTE
VALABLE JUSQU'A NOUVEL AVIS. PARA. EN VERTU DE CETTE DECISION, LES
MESURES SUIVANTES DOIVENT ETRE APPLIQUEES : 1. INTERDIRE LE DECOLLAGE
DE TOUT AERONEF DONT LE PLAN DE VOL COMPORTE UNE ESCALE DANS LE
TERRITOIRE DE LA PROVINCE DE LA ZONE PROHIBEE. DES INSTRUCTIONS
SERONT DONNEES AUX CONTROLES LOCAUX POUR REFUSER DE TELS PLANS DE VOL.
2. CONTROLER L'ATTERRISSAGE DES AERONEFS EN PROVENANCE DE LADITE
ZONE ET EN AVERTIR IMMEDIATEMENT LA DIRECTION DE L'AERONAUTIQUE CIVILE.
UNQUOTE.

(2) BY ONUC TO CONTROLLERS: QUOTE CONGOLESE CENTRAL GOVT
HAS DECREED KATANGA PROVINCE AREA (INDICATED AS SUB-FIR IN AIP UNDER
RAC 2) AS PROHIBITED AREA FOR OVERFLYING, TAKE-OFF AND LANDING. THIS
APPLIES FOR ALL AIRCRAFT EXCEPT THOSE FLYING FOR ONUC. PLEASE TRY

./.

TO MAKE THIS EFFECTIVE IN COORDINATION WITH ONUC BASE COMMANDER.
ALL MESSAGES INTERCEPTED BY OPERATORS CONCERNING SUSPICIOUS
AIRCRAFT OR INTENDED FLIGHTS TO OR FROM THIS PROHIBITED AREA
SHOULD BE REPORTED TO COMMANDANT D'AEROPORT, ONUC LOCAL MILITARY
AND CIVILIAN AUTHORITIES AND TO THIS OFFICE. FLIGHT PLANS FILED
FOR ABOVE REGION WILL BE REJECTED AND REPORTED AS ABOVE. ACKNOWLEDGE.
UNQUOTE

(3) OFFICIAL NOTA ISSUED BY GOVERNMENT: QUOTE LE SURVOL
DE L'ESPACE AERIEN COMPRIS DANS LE LIMITE GEOGRAPHIQUES DE LA
SUB/FIR D'ELISABETHVILLE (REF AIP CONGO RAC 2 REGION D'INFORMATION
DE VOL LEOPOLDVILLE) AINSI QUE LES ATTERRISSAGES OU DECOLLAGES AUX
OU DES AERODROMES SITUES DANS LA PROVINCE DU KATANGA SONT INTERDITS
A TOUS LES AERONEFS A PARTIR DE CE JOUR 4 AOUT ET JUSQU'A A NOUVEL
AVIS. UNQUOTE

BKG/ln

OUTGOING CODE CABLE

MOST IMMEDIATE

TO: SECGEN, New York
FROM: GARDINER, Léopoldville
DATE: 7 August 1962
NUMBER: G- 1007

REFERENCE YOUR 5676. EVERYTHING POSSIBLE IS BEING DONE TO CLARIFY THE SITUATION. THE FOLLOWING TEXT IS TO BE ISSUED BY SPOKESMAN THIS MORNING: QUOTE

THE CENTRAL GOVT HAS INFORMED ONUC THAT THE NEW INSTRUCTIONS ABOUT FLIGHTS ARE REMINDERS OF DECREES AND CIRCULARS ISSUED IN DECEMBER 1961 AND JANUARY 1962. SO LONG AS THE CENTRAL GOVT REGARDS FLIGHTS IN KATANGA WHICH DO NOT CONFORM TO THESE DECREES AND CIRCULARS AS VIOLATIONS OF CONGOLESE AIR SPACE, THE SYSTEM OF ONUC GRANTING PERMITS FOR FLIGHTS IN THAT AREA BECOMES INEFFECTIVE AND EMBARRASSING; INEFFECTIVE BECAUSE SUCH PERMITS OFFER NO GUARANTEE FOR THE SAFETY OF CREW OR AIRCRAFT; AND EMBARRASSING BECAUSE IT IS GENERALLY ASSUMED THAT THE PERMITS IMPLY A RIGHT TO FLY UNDER ONUC PROTECTION.

UNDER THESE CIRCUMSTANCES, ONUC HAS DECIDED TO SUSPEND ITS SYSTEM OF GRANTING PERMITS. MEANWHILE, ONUC HAS INDICATED TO THE CENTRAL GOVERNMENT, AS AN INTERIM MEASURE, THAT IT WOULD UNDERTAKE THE TRANSPORT OF FOOD AND OTHER VITAL SUPPLIES TO NEEDY AREAS IN KATANGA. UNQUOTE

THE CENTRAL GOVT ACCUSED THE UNITED NATIONS OF NON-CO-OPERATION IN IMPLEMENTING DECREES AND CIRCULARS ALREADY IN FORCE

./.

AND THAT IS WHY OUR REPRESENTATIVES IN ELISABETHVILLE WERE INSTRUCTED BY ME TO FACILITATE IMMEDIATE IMPLEMENTATION OF CENTRAL GOVERNMENT MEASURES.

AFTER THE RECEIPT OF INSTRUCTIONS FROM THIS OFFICE BY MATHU AND ALSO THE DISPATCH OF LETTER BY THE CENTRAL GOVERNMENT TO SABENA, THE CAPTAIN INSISTED ON FLYING DIRECT FROM USUMBURA TO ELISABETHVILLE. THIS WOULD HAVE EMBARRASSED MATHU AND HE INFORMED THE CAPTAIN AS REPORTED FROM ELISABETHVILLE, THAT IF HE INSISTED ON FLYING DIRECT TO ELISABETHVILLE, HE COULD NOT LEAVE THE AIRPORT. THIS POSITION HAS MADE THE SITUATION QUITE CLEAR BOTH TO KATANGESE AND THE CENTRAL GOVERNMENT AND NOW INSTEAD OF ALLOWING FRICTION TO DEVELOP BETWEEN CENTRAL GOVERNMENT AND ONUC, WE CAN ALL OF US CONCENTRATE ON SORTING OUT THE FULL IMPLICATIONS OF THE NEW ATTITUDE OF THE CENTRAL GOVERNMENT.

THE FOLLOWING CABLE (EV-919) WAS SENT TO MATHU LAST NIGHT: QUOTE

THE RHODESIAN PLANE WHICH WAS SHOT AT AND FORCED TO LAND AT MANONO HAS CREATED A NUMBER OF PROBLEMS FOR US, AS YOU MAY HAVE NOTICED FROM THE VARIOUS DECISIONS OF THE CENTRAL GOVERNMENT AND OUR INSTRUCTIONS ABOUT FLIGHTS. WE ARE DOING ALL IN OUR POWER TO RESTORE THE SITUATION TO NORMAL PRE-INCIDENT PRACTICE. EYE HOPE YOU WILL EXPLAIN THIS TO KIMBA AND HIS COLLEAGUES. WE HAVE NOT YET BEEN ABLE TO SECURE PERMISSION FOR THE RELEASE OF THE PILOTS. EYE

-: 3 :-

AM ALSO TRYING TO GET THE TWO YOUNG KATANGESE BOYS SENT BACK
TO ELISABETHVILLE. PLEASE MAKE IT CLEAR THAT THESE DECISIONS
COME FROM THE CENTRAL GOVERNMENT AND NOT UN. WE HAVE BEEN
OBLIGED TO INFORM PERSONS AND ORGANIZATIONS CONCERNED IN ORDER
TO FACILITATE THE IMPLEMENTATION OF THE DECISIONS. UNQUOTE
DIRECTIVES GIVEN BY ONUC IN REGARD TO IMPLEMENTATION
OF CENTRAL GOVERNMENT INSTRUCTIONS FOLLOW IN A SEPARATE CABLE.

HKG/ln

OUTGOING CLEAR CABLE

ROUTINE

LEOPOLDVILLE
6 August 1962

UNATIONS NEWYORK

G- 1006

SECGEN FROM GARDINER FURTHER TO OUR G-1005 FOLLOWING ARE
REFERENCES TO PREVIOUS CABLES CONTAINING TEXTS OF RELEVANT
ANNEXES: ANNEX 1 G-906; ANNEX 2 G-989; ANNEX 3 G-877. TEXT
OF ANNEX 4 FOLLOWS: QUOTE (SEE TEXT ATTACHED) UNQUOTE.
ANNEX 5 QUOTE (SEE TEXT ATTACHED) UNQUOTE ANNEX 6 QUOTE
(SEE TEXT ATTACHED) UNQUOTE ANNEX 7 QUOTE (SEE TEXT ATTACHED)
UNQUOTE ANNEX 8 QUOTE (SEE TEXT ATTACHED) UNQUOTE ANNEX 9
QUOTE (SEE TEXT ATTACHED) UNQUOTE

ZFM/ln

OUTGOING CODE CABLE

PRIORITY

TO: SECGEN, New York
FROM: GARDINER, Léopoldville
DATE: 6 August 1962
NUMBER: G- 1004

FOR INFORMATION, FOLLOWING FROM MATHU, E'VILLE

(ELLEO 1047): QUOTE

REUR EV 906. DERMOND OF BCK HAS INFORMED ME THIS
MORNING BY TELEPHONE THAT THE RECONSTRUCTION OF LUBILASH BRIDGE
WILL BE COMPLETED AND READY FOR SERVICE BY THE END OF THIS
MONTH. WILL KEEP YOU INFORMED. UNQUOTE

RKG/ln

OUTGOING CLEAR CABLE

MOST IMMEDIATE

UNATIONS NEWYORK

a- 1003

of Spokesman's Statement

NARA IMHAN FROM GARDINER STOP THE FOLLOWING TEXT PROVIDES AYE BACKGROUND TO DEVELOPMENTS IN ELISABETHVILLE: QUOTE ONUC HAS NOT TAKEN ANY INITIATIVE TO PREVENT AIRCRAFT FROM LANDING AT AIRPORTS IN THE PROVINCE OF KATANGA.

THE CENTRAL GOVT OF THE REPUBLIC OF CONGO ANNOUNCED ON 1 AUGUST IN A COMMUNIQUE ISSUED BY THE DEPARTMENT FOR CIVIL AVIATION OF THE MINISTRY OF TRANSPORT AND COMMUNICATIONS, THAT NO AIRCRAFT WILL BE ALLOWED TO FLY OVER SOUTH KATANGA OR LAND ON ANY AIRPORT IN THIS PART OF THE TERRITORY OF THE REPUBLIC WITHOUT FIRST HAVING OBTAINED PERMISSION FROM THE CIVIL AVIATION AUTHORITIES OF THE CENTRAL GOVT IN LEOPOLDVILLE. IN CONNECTION WITH INTERNATIONAL FLIGHTS, THE CENTRAL GOVT HAS DECIDED TO RESTORE THE PRE-INDEPENDENCE PRACTICE WHICH REQUIRED ALL PLANES TO PASS THROUGH LEOPOLDVILLE. THE CENTRAL GOVT HAS INFORMED ALL AIRLINES THAT NO DIRECT INTERNATIONAL FLIGHTS SHOULD BE MADE TO ANY PART OF THE TERRITORY OF THE REPUBLIC WITHOUT PRIOR LANDING AT LEOPOLDVILLE.

IN ACCORDANCE WITH THIS DECISION OF THE CENTRAL GOVT, ONUC HAS INFORMED THE AIRPORTS AND THE AIRLINES OF THE IMMEDIATE IMPLEMENTATION OF THESE MEASURES. UNQUOTE

REFERENCE YOUR 5655. NO REPEAT NO PLANE HAS BEEN FIRED AT. WE ARE INFORMED THAT THE SABENA MANAGER DIRECTED A SABENA PLANE TO NDOLO ON THE BASIS OF THESE DECLARATIONS.

RKG/ln

91 2 1-

NEW SUBJECT. US EMBASSY JUST RANG TO INQUIRE WHETHER
UN AND CENTRAL GOVT HAVE DECIDED TO CLOSE ELISABETHVILLE AIRPORT.
THE ABOVE INFORMATION CONSTITUTES THE SUBSTANCE OF OUR REPLY.
ELISABETHVILLE AIRPORT IS NOT CLOSED.

OUTGOING CLEAR CABLE

~~1002 AUG 5~~ PM 12:26

O. N. U. C.

ROUTINE

LEOPOLDVILLE
5 August 1962

UNATIONS NEWYORK

Q- 1002

SEC GEN FROM GARDINER FOLLOWING IS REPORT ON INVESTIGATION OF
RHODESIAN AIRCRAFT IN MANONO: QUOTE

(SEE TEXT ATTACHED) UNQUOTE

JB/ln

OUTGOING CODE CABLE

PRIORITY

TO: SECGEN, New York
FROM: GARDINER, Léopoldville
DATE: 5 August 1962
NUMBER: G- 1001

REFERENCE OUR G-956. FULCHERI HAD SECOND CONVERSATION WITH CORNAZ WHO INFORMED HIM THAT ALTHOUGH OPPOSITION FROM UNION MINIERE IS VERY STRONG, TSHOMBE INTENDS TO GO THROUGH WITH INGEMINES PLAN. MAIN OBJECTION OF MINING COMPANIES IS THAT PLAN WOULD NOT BE FINANCIALLY WORKABLE, AS THEY WOULD HAVE TO PAY TAXES ON GOODS NOT YET SOLD. PAYMENTS FOR THE PIPELINE WOULD ~~NOT~~ BE MADE IN ONE OR TWO INSTALMENTS AND THEN EVERY MONTH. EIGHT BILLION FRANCS WERE MENTIONED AS LIKELY FIGURE FOR TAXES THUS LEVIED. PLAN MIGHT BE PUT INTO OPERATION AT END OF MONTH. HARD CURRENCY WOULD BE PUT IN INGEMINES ACCOUNT WITH CREDIT SUISSE. EXPORTS OF ALL MINING MATERIALS WOULD BE SUBMITTED TO PRIOR AUTHORIZATION. UNION MINIERE FEARS DRASTIC SANCTIONS SUCH AS "SEQUESTRE" AND WANTS TO BUILD UP RESERVE ABROAD SHOULD THEY BE COMPELLED TO LEAVE. CORNAZ CLAIMS THAT MINIERE DE BAKWANGA HAS REQUESTED FROM KATANGESE PERMISSION TO EXPORT MINERALS THROUGH KATANGA IN ORDER TO AVOID PAYING TAXES TO CENTRAL GOVT AND TO KATANGA.

POUCHING DETAILED SUMMARY OF CONVERSATION.

JB/ln

OUTGOING CODE CABLE

PRIORITY

TO: SECGEN, New York
FROM: GARDINER, Léopoldville
DATE: 5 August 1962
NUMBER: G- 1000

BACK WHO VISITED E'VILLE FOR 24 HOURS HAD CONVERSATION WITH FORTEMPS OF UNION MINIERE. FORTEMPS STATED THAT LOCAL AUTHORITIES OF UNION MINIERE CONSIDERED THAT ONLY POSSIBILITY TO REACH AGREEMENT BETWEEN ADOULA AND TSHOMBE IS TO HAVE ADOULA MAKE SUBSTANTIAL CONCESSIONS.

NO REPEAT NO HASTY SOLUTIONS SHOULD BE ENFORCED. ON QUESTION OF DISTRIBUTION OF TAXES, HE CONSIDERS IT INCONCEIVABLE THAT DUTIES MIGHT BE PAID TO CENTRAL GOVT. 1961 DIVIDEND HAS BEEN PAID TO COMMITTEE SPECIALE DU KATANGA.

UNION MINIERE DOES NOT NEED AT PRESENT LOCAL COOPERATION WITH ONUC. FORTEMPS STRESSED THAT UNION MINIERE HAD REFUSED PREVIOUSLY TO CONVERT THEIR BULLDOZERS INTO ARMED VEHICLES FOR GENDARMERIE. HE EXPRESSED HIS AGREEMENT ON MANDATES OF FISCAL, ECONOMIC AND MILITARY COMMISSIONS WHICH WERE ESSENTIAL FOR ENTERPRISES NEEDING FOREIGN CURRENCY TO OPERATE.

IN CASE ECONOMIC PRESSURES WERE TO BE APPLIED AGAINST KATANGA, ONUC WOULD HAVE TO DISPOSE OF AN ARMY OF 50,000 TO 100,000 MEN TO PROTECT UNION MINIERE INSTALLATIONS INCLUDING 1500 KILOMETRES

./.

OF POWER LINE AND 800 KMS OF ROADS AND RAILROADS.

UNION MINIERE HAS THOUGHT OF POSSIBILITY OF ATTACKS BY CENTRAL GOVT AGAINST ITS INSTALLATIONS, SUCH AS BOMBING OF DAMS. THIS HOWEVER, COULD ONLY BE DONE IF UN WOULD PUT KAMINA AT THEIR DISPOSAL TO ACCOMMODATE BOMBERS.

CONCERNING INGEMINES PLANS, HE THOUGHT THAT IT WOULD NOT BE APPLIED. UNION MINIERE WOULD NEVER AGREE TO SIGN LETTERS OF CREDIT AND WOULD RATHER STOP ^{ALL} EXPORTS AND PRODUCTION. HOWEVER, IT WOULD BE ^{PAY} READY TO ~~MM~~ DUTIES IN CASH AT TIME OF EXPORT OF GOODS. WHILE TSHOMBE HAD WRITTEN TO UNION MINIERE INFORMING THEM THAT NEW SYSTEM ENTER INTO FORCE ON 1 AUGUST, HE HAD TO CANCEL INSTRUCTIONS WHEN UNION MINIERE GAVE ORDERS TO STOP ALL EXPORTS. MEETINGS ARE CONTINUING ON PROBLEM WITH TWO SOLUTIONS PROPOSED: EITHER LETTERS OF CREDIT ON LAUSANNE BRANCH OF CREDIT SUISSE OR CASH PAYMENT.

FINALLY HE EXPRESSED HIS CONCERN AT MEASURES INTENDED TO STOP KATANGESE MAIL STATING THAT THIS WOULD COMPEL HIS COMPANY TO HAVE SHUTTLE SERVICE WITH RHODESIA AS OTHERWISE, HIS STAFF MIGHT RESIGN.

POUCHING DETAILED SUMMARY.

JB/ln

OUTGOING CLEAR CABLE

PRIORITY

TO: SECUN, New York
FROM: GARDINER, Léopoldville
DATE: 5 August 1962
NUMBER: G-999

FOR INFORMATION, FOLLOWING LETTER (SR/918/MV 3 AUGUST)
FROM KIMBA RECEIVED BY MATHU: QUOTE MONSIEUR LE REPRESENTANT,
VOUS TROUVEREZ CI-JOINT COPIE DE LA LETTRE QUE J'ENVOIE
CE JOUR AU DIRECTEUR GENERAL DE LA COMBAGNIE BCK (LETRE SR/917/MV).

JE ME PERNETS D'INSISTER SUR LE DERNIER PARAGRAPHE DE
CETTE LETTRE. IL EST CERTAIN QUE LE PROBLEME AURAIT ETE RESOLU BEAUCOUP
PLUS TOT SI CE PROBLEME NOUS AVAIT ETE EXPOSE DE LA MANIERE AVEC
LAQUELLE VOUS L'AVEZ FAIT.

D'AUTRE PART, DANS LE CAS OU LES NATIONS UNIES SERAIENT
DANS L'OBLIGATION D'ENVOYER DAVANTAGE DE MARCHANDISES A KAMINA AUGMENTANT
AINSI LE NOMBRE DE WAGONS, JE VOUS DEMANDE DE NOUS EN PARLER DIRECTEMENT
ET PREALABLEMENT. JE SUIS CERTAIN QUE VOUS COMPRENDREZ L'INTERET D'UNE
TELLE PROCEDURE, QUI PERMETTRA AUX DEUX PARTIES EN CAUSE DE JUSTIFIER
LE POINT DE VUE QU'ELLES DEFENDENT.

JE PROFITE DE LA PRESENTE POUR VOUS ASSURER, MONSIEUR LE
REPRESENTANT, DE MA HAUTE CONSIDERATION.

POUR LE PRESIDENT DU KATANGA, LE MINISTRE DES AFFAIRES
ETRANGERES, SIGNED E. KIMBA. UNQUOTE

ACCOMPANYING LETTER TO BCK (SR/917/MV 3 AUGUST) READS AS
FOLLOWS: QUOTE MONSIEUR LE DIRECTEUR GENERAL,

./.

J'AI DECIDE D'AUTORISER LE TRANSPORT DES VIVRES DESTINES AU PERSONNEL DES NATIONS UNIES STATIONNE A KAMINA.

CE TRANSPORT AURA LIEU SUIVANT LE FREQUENCE SUIVANTS : ONE TRAIN PAR SEMAINE TIRANT DIX WAGONS DESTINES AUX NATIONS UNIES.

CECI ENTRE EN VIGUEUR IMMEDIATEMENT ET JE SERAIS HEUREUX QUE CETTE DISPOSITION VOUS PERMETTE D'ENVOYER UN PREMIER TRAIN DANS LES DELAIS LES PLUS RAPIDES.

VOUS RECEVREZ MES ORDRES RAPIDEMENT EN CE QUI CONCERNE LES AUTRES POINTS INTERESSANT LE TRANSPORT DES MARCHANDISES DESTINEE A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES.

D'AUTRE PART, JE SERAIS EGALEMENT HEUREUX QUE VOUS DONNIEZ DES ORDRES A VOTRE PERSONNEL POUR QUE, LORSQUE DES MEMBRES DU PERSONNEL DE L'ONU PRENNENT CONTACT AVEC LE BCK A CE SUJET, IL LEUR SOIT REPONDU QUE CE PROBLEME EST DU RESSORT DES AUTORITES GOUVERNEMENTALES KATANGAISES QUI LE TRAITENT DIRECTEMENT AVEC LE REPRESENTANT DES NATIONS UNIES A ELISABETHVILLE. CECI PERMETTRA UN GAIN DE TEMPS CONSIDERABLE ET EST DE L'INTEREST DES DEUX PARTIES EN CAUSE.

VEUILLEZ AGREER, MONSIEUR LE DIRECTEUR GENERAL, LES ASSURANCES DE MA CONSIDERATION TRES DISTINGUEE. SIGNED E. KIMBA. UNQUOTE

JB/ln

OUTGOING CODE CABLE

ROUTINE

TO: SECGEN, New York
FROM: GARDINER, Léopoldville
DATE: 5 August 1962
NUMBER: G-997

FOR INFORMATION, FOLLOWING RECEIVED FROM MATHU (ML/208):

QUOTE

1. IN THE LAST FEW DAYS WE HAVE RECEIVED INFORMATION FROM AT LEAST TWO DIFFERENT SOURCES CONCERNING THE TRANSFER OF KATANGESE AUTHORITY OFFICES AND MATERIAL FROM E'VILLE TO KIPUSHI AND KOLWEZI. ONE SUCH SOURCE IS AYE UN LOCAL EMPLOYEE IN THE FINANCE SECTION WHO DECLARES THAT ALL THE KATANGESE AUTHORITY SAFES HAVE BEEN TRANSFERRED TO KIPUSHI AND KOLWEZI. THE OTHER SOURCE IS CAPT SARRAJ, INFORMATION OFFICER OF THE TUNISIAN BN, WHO HAS TOLD US THAT SOME OF THE POSTAL AND IMMIGRATION SERVICES HAVE BEEN TRANSFERRED TO KIPUSHI. HE ADDS THAT CERTAIN MINISTRIES ARE TO BE MOVED TO KOLWEZI.

2. FOR THE TIME BEING WE HAVE NO OTHER CONFIRMATION OF THIS NEWS BUT WILL KEEP YOU INFORMED OF ANY FURTHER DEVELOPMENTS AS THEY ARISE. UNQUOTE

JB/ln

OUTGOING CLEAR CABLE

PRIORITY

LEOPOLDVILLE
5 August 1962

UNATIONS NEWYORK

G-996

SECGEN FROM GARDINER BACK HAS BROUGHT FOLLOWING INFORMATION ON HIS RETURN FROM SHORT VISIT TO E'VILLE. SINCE WE ON 1 AUGUST HANDED OVER RESPONSIBILITY FOR THE SITE OF THE REFUGEE CAMP, GUSSING HAS FORBIDDEN HIS STAFF TO GO INTO THE CAMP AND COLONEL REMIZA HAS DONE THE SAME SO AS TO NOT TO RAISE FALSE HOPES THAT UN IS STILL CONCERNED WITH THE CAMP. PARA. GCG CCC SENN OF THE CICR VISITED THE CAMP 4 AUGUST AND IS SATISFIED THAT UN HAS NOW COMPLETED ITS TASK. GUSSING HAS ALSO ASKED MISS BILTON AND MR CASHMORE OF THE BRITISH FRIENDS TO VISIT THE CAMP AND TO ACT AS A LIAISON BETWEEN THE REMAINING REFUGEES AND THE KATANGESE WHO, AS FAR IS KNOWN HAVE NOT YET ENTERED THE CAMP BUT ARE GUARDING IT WITH THEIR POLICE.

GUSSING REPORTS THAT KATANGESE HAVE OFFERED THE REFUGEES TO REPATRIATE THEM BY TRAIN TO THEIR NATIVE VILLAGES UNDER CONTROL OF THE KATANGESE AUTHORITIES AND ARE STILL WAITING FOR THE ANSWER. HE ALSO INDICATES THAT SOME REFUGEES LEAVE THE CAMP EVERY DAY, BUT THERE ARE STILL SOME LEFT -- HOW MANY HE DOES NOT KNOW.

AS FAR AS UN IS CONCERNED, THE CAMP IS OVER AND OUT. IF UN NOW STEPS IN AGAIN WE WILL ALWAYS HAVE A COUPLE OF THOUSANDS WHO WILL ASK FOR OUR PROTECTION AND HELP. SEE GUSSING'S MEMO NO. 393 TO ME OF 26 JULY.

JB/ln

OUTGOING CLEAR CABLE

PRIORITY

LEOPOLDVILLE
5 August 1962

UNATIONS NEWYORK

G-995

NARASIMHAN FROM GARDINER REFERENCE OUR G-972 FOLLOWING CORRECTIONS
SHOULD BE BROUGHT TO SECCO REPORT: (1) PARA 20 INSTEAD OF "LT GENERAL
PREM CHAND" INSERT " MAJOR GENERAL PREM CHAND" (2) PARA 25 INSTEAD
OF "AT 1030 HRS" INSERT "AT 1630 HRS".

JB/ln

OUTGOING CODE CABLE

ROUTINE

TO: SECOEN, New York
FROM: GARDINER, Léopoldville
DATE: 4 August 1962
NUMBER: G-994

FOR INFORMATION, FOLLOWING FROM MATHU, E'VILLE (ELLEO
1032): QUOTE

ON SWITZERLAND NATIONAL DAY ONE AUGUST ONUC SWISS STAFF
MEMBERS ATTENDED A PARTY IN HOTEL LEO II OFFERED BY MELCHER SWISS
HONORARY CONSUL. IT IS REPORTED THAT MELCHER MADE A POLITICAL
SPEECH IN WHICH HE ATTACKED THE UN VEHEMENTLY. THE ATTACK WAS SO
STRONG THAT SOME OF OUR SWISS STAFF MEMBERS HAD TO LEAVE THE PARTY
IN PROTEST. HIS ATTITUDE TOWARDS UN HAS NOT CHANGED FOR THE BETTER
SINCE OUR ELLEO 873 OF 11 SEPTEMBER 1961 HIS IS CERTAINLY MAKING
OUR TASK VERY DIFFICULT AT THE PRESENT TIME AND ANY REPRESENTATION
YOU WOULD LIKE TO MAKE IN THE RIGHT QUARTERS TO IMPROVE THINGS
WOULD BE APPRECIATED. EYE AM ENDEAVOURING TO GET A WRITTEN REPORT
OF MELCHER'S SPEECH FOR TRANSMITTAL TO YOU. UNQUOTE

RKG/ln

OUTGOING CODE

ROUTINE

TO : SECGEN, NEW YORK
FROM : GARDINER, LEOPOLDVILLE
DATE : 4 August 1962
NO. : G-993

FOR YOUR INFORMATION FOLLOWING FROM MATHU (ELLEO-1033):

Quote FURTHER OUR ELLEO 998 BRITISH CONSUL DODSON REPORTS MACKIE
WAS HANDED OVER TO RHODESIAN AUTHORITIES BY BRITISH VICE-CONSUL YESTERDAY
AT 1100 AM IN ACCORDANCE WITH ARRANGEMENTS MADE IN COOPERATION WITH THE
BRITISH CONSUL TEXT OF WHICH BEING POUCHED. IT IS UNDERSTOOD THAT THE
RHODESIAN AUTHORITIES ARE THINKING OF DEPORTING MACKIE TO KENYA. Unquote

RKG/mme

OUTGOING CLEAR

PRIORITY

LEOPOLDVILLE

1962 AUG -4 PM 12:14

4 August 1962

O.N.U.C.

UNATIONS NEW YORK

C-

992

SECTION FROM GARDINER

THE FOLLOWING IS THE TEXT OF A LETTER SENT TO SABENA AND OTHER AIRLINES:
Quote JE VOUS SERAIS OBLIGE DE BIEN VOULOIR PRENDRE NOTE QUE LE
GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CONGO A DECIDE D'INTERDIRE, JUSQU'A NOUVEL
ORDRE, TOUTS TRANSPORTS AERIENS INTERNATIONAUX PAR LIGNES REGULIERES OU AUTRES
DE L'ETRANGER VERS LE KATANGA, AVEC ATTERRISSAGE DIRECT SUR L'UN DES AEROPORTS
DE CETTE PROVINCE. PARA. EN CONSEQUENCE, VOUS VOUDREZ BIEN PRENDRE TOUTES
DISPOSITIONS UTILES POUR QUE LES AVIONS DE LIGNES ET AUTRES DE VOTRE COMPAGNIE,
QUI JUSQU'A PRESENT FAISAIENT UNE ESCALE DIRECTE A UN AEROPORT DE LA PROVINCE
DU KATANGA SANS AVOIR FAIT ESCALE AUPARAVANT A LEOPOLDVILLE, ATTERRISSENT
DORÉNAVANT A LEOPOLDVILLE AVANT DE POURSUIVRE LEUR VOYAGE. PARA. JE VOUS
SERAIS OBLIGE DE BIEN VOULOIR M'INFORMER PAR RETOUR DU COURRIER QUE LES
INSTRUCTIONS A CET EFFET ONT ETE DONNEES ET DE ME FAIRE PARVENIR EN MEME TEMPS
UN NOUVEL HORAIRE MODIFIE QUE VOUS AUREZ DU ADOPTER EN CONSEQUENCE. PARA.
VEUILLEZ AGREER, MONSIEUR LE DIRECTEUR, L'ASSURANCE DE MA CONSIDERATION TRES
DISTINGUEE. LE PREMIER MINISTRE. CYRILLE ADOULA. Unquote

RKG/mme

OUTGOING CODE CABLE

PRIORITY

TO: STAVROPOULOS, New York
FROM: GARDINER, Léopoldville
DATE: 4 August 1962
NUMBER: C-991

REFERENCE YOUR 5645. LIST ACCEPTED BY ADOULA.
ANXIOUS TO HAVE THE TEAM IN LEOPOLDVILLE BY 12 AUGUST.
CENTRAL GOVERNMENT HAS UNDERTAKEN TO HOUSE AND PROVIDE
OFFICE ACCOMMODATION, BUT WE ARE FOLLOWING ARRANGEMENTS
VERY CLOSELY TO MAKE SURE.

RKG/ln

OUTGOING CODE CABLE

ROUTINE

TO: NARASIMHAN, New York
FROM: GARDINER, Léopoldville
DATE: 4 August 1962
NUMBER: G-990

REFERENCE YOUR 5642. PROPOSED REPLACEMENT OF LAST
SENTENCE ACCEPTED.

FOLLOWING IS MATHU'S REPLY TO MY CABLE EV-907:
(ELLEO 1034): QUOTE REUR EV 907 PLEASE REFER TO MY ELLEO 1012
OF 30 JULY IN WHICH THE FOLLOWING SENTENCE APPEARS "WHAT IS
BEING HANDED OVER IS CAMP MMM SITE AND RESPONSIBILITY FOR TRANSPORT-
ING AND PLACING REFUGEES IN THE COMMUNES". THERE HAS BEEN NO
REPEAT NO DEPARTURE FROM YOUR PREVIOUS INSTRUCTIONS IN THIS
REGARD. UNQUOTE

RKC/ln

OUTGOING CLEAR

Routine

LEOPOLDVILLE

4 August 1962

1962 AUG -4 PM 12:34
O.N.U.C.

UNATIONS NEW YORK

G-989 NARASHIMHAN FROM GARDINER

REFERENCE OUR G-972. ANNEX 4.

Quote Ref. SR/761/MV. 27 JUIN 1962. MONSIEUR LE CHARGE DE MISSION, LE CONSEIL DES MINISTRES S'EST REUNI CE MATIN SOUS MA PRESIDENCE EN SEANCE PLENIERE. PARA. SUIVANT LE VOEU EXPRIME PAR LA DELEGATION KATANGAISE LORS DES DISCUSSIONS SUR LE MANDAT DE LA COMMISSION ECONOMIQUE ET FISCALE DE PARTICIPER DES A PRESENT AUX DEPENSES DE LA REPUBLIQUE, LE CONSEIL A DECIDE DE METTRE IMMEDIATEMENT A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT DE LEOPOLDVILLE UN MONTANT DE CENT MILLIONS DE FRANCS (100 MILLIONS) PAR L'INTERMEDIAIRE DES NATIONS UNIES. PARA. JE PROFITE DE LA PRESENTE POUR VOUS ASSURER, MONSIEUR LE CHARGE DE MISSION, DE MA HAUTE CONSIDERATION. LE PRESIDENT DU KATANGA, MOISE TSHOMBE. Unquote

ANNEX 22:

Quote 17 JUILLET 1962. MONSIEUR LE PRESIDENT, LORSQUE J'AI DISCUTE AVEC VOUS CE MATIN POUR LA PREMIERE FOIS DE L'INCIDENT QUI S'EST PRODUIT AU POSTE DE CONTROLE, J'ETAIS SOUS L'IMPRESSION QUE NOUS NOUS TROUVIONS EN PRESENCE D'UNE SITUATION CREEE PAR L'ACTION SPONTANEE DE CERTAINS ELEMENTS DE LA POPULACE. LES RENSEIGNEMENTS DONT JE DISPOSE MAINTENANT ME CONVAINQUENT DE PLUS EN PLUS QUE CES DESORDRES QUI SEMBLAIENT TOUT D'ABORD ETRE UN EMEUTE SPONTANEE ONT ETE, EN FAIT, PREMEDITES ET ORGANISES A DES FINS POLITIQUES. JE TROUVE REVOLTANT QU'A DES FINS DE PROPAGANDE INUTILE, DES VIES HUMAINES PUISSENT ETRE DETRUITES INCONSIDEREMENT AFIN DE REJETER LE BLAME SUR LES NATIONS UNIES ET JE PROTESTE A CE SUJET. PARA. JE DOIS EGALEMENT PROTESTER DE LA FACON LA PLUS ENERGIQUE CONTRE LE FAIT QUE LES

HAUTES AUTORITES DU KATANGA, ET PARTICULIEREMENT VOUS-MEME, N'ONT PAS
ESSAYE D'ARRETER LES DESORDRES EN FAISANT APPEL AUX EMEUTIERS. CETTE ABSENCE
D'INTERVENTION AURAIT PU ETRE DESASTREUSE SI LES TROUPES DE L'ONUC N'AVAIENT
FAIT PREUVE DE RETENUE DEVANT CETTE INTOLERABLE PROVOCATION. PARA. SELON
DES RENSEIGNEMENTS QUI NOUS SONT PARVENUS, LA GENDARMERIE KATANGAISE A OUVERT
LE FEU SPORADIQUEMENT A PARTIR DE SES POSITIONS DE L'AUTRE COTE DU POSTE DE
CONTROLE DE L'ONUC VERS 9 HEURES. VERS 10.30, LA POLICE KATANGAISE EST
ARRIVEE SUR LES LIEUX ET A ESSAYE DE DISPERSER LA FOULE, MAIS SANS SUCCES;
ELLE A ALORS TIRE EN L'AIR. AU MOMENT OU KAXENX M. BACK ETAIT PARTI VOUS
REJOINDRE A L'HOPITAL, TOUS LES COUPS DE FEU TIRERS L'AVAIENT ETE PAR LA
GENDARMERIE ET LA POLICE KATANGAISE. A 11.30, LES TROUPES DE L'ONUC ONT
TIRE 9 COUPS EN L'AIR. JE SUIS DONC OBLIGE DE CONCLURE QUE LA FEMME DONT
VOUS ET M. BACK AVEZ VU LE CORPS AINSI QUE L'ENFANT BLESSE QUI EST MORT PAR
LA SUITE A L'HOPITAL, ONT TOUS DEUX SUCCOMBE AUX BLESSURES INFLIGES PAR
LES HOMMES AU SERVICE DU KATANGA. PARA. J'AI ORDONNE UNE ENQUETE COMPLETE
SUR CET INCIDENT, CE QUI, A MON AVIS, EST NECESSAIRE AFIN QUE LE MONDE PUISSE
EN JUGER PAR LUI-MEME. PARA. VEUILLEZ AGREER, MONSIEUR LE PRESIDENT, LES
ASSURANCES DE MA HAUTE CONSIDERATION. ROBERT K. GARDINER, CHARGE DE LA
MISSION DES NATIONS UNIES AU CONGO. Unquote

/me

OUTGOING CODE CABLE

ROUTINE

TO: NARASIMHAN, New York
FROM: GARDINER, Léopoldville
DATE: 4 August 1962
NUMBER: G-988

REFERENCE OUR G-972 FOLLOWING IS LIST OF REFERENCES
TO PREVIOUS CODE CABLES CONTAINING TEXT OF RELEVANT ANNEXES:

ANNEX 6 G-813; ANNEX 10 G-897 WITH AMENDMENTS YOUR
5128; ANNEX 20 G-896 APPROVED WITHOUT MODIFICATION BY YOUR 5102.

BKG/ln

OUTGOING CLEAR CABLE

ROUTINE

LEOPOLDVILLE
4 August 1962

UNATIONS NEWYORK

G-987

NARASIMHAN FROM GARDINER REFERENCE OUR G-972 FOLLOWING IS LIST OF
REFERENCES TO PREVIOUS CABLES CONTAINING TEXT OF RELEVANT ANNEXES:
4 TEXT FOLLOWS
ANNEX 1 G-789; ANNEX 2 G-791; 3 G-790; 5 G-793; 7 ELLEO 889 TRANSMITTED
3 July; 8 G-819; 9 G-893; 11 G-939; 12 G-941; 13 G-961; 14 KAT/130/62
COPY BROUGHT BY MR GARDINER TO NEWYORK 2 JULY; 15 G-817; 16 G-866 as
AMENDED BY G-888; 17 G-877; 18 G-882; 19 G-879 INCORPORATING AMENDMENTS
YOUR 5053 AND G-886 APPROVED BY YOUR 5084; 21 G-906; 22 TEXT FOLLOWS.

RKG/ln

Outgoing Code

Routine

To : SecGen
From : Gardiner
Date : 3 August 1962
No : G- 986

Reour C-947. Belgian Ambassador has today received a further message from Brussels on Kitona Base. He gave us a copy of this message which reads as follows:

Quote. rvt 1788 stop souhaite rechercher formule permettant donner rapidement satisfaction o n u . cependant examen projet lettre communiqué par votre 1538 ne permet pas repondre immediatement de façon affirmative. deux possibilités peuvent être envisagées
(a) cession d'usage de base kitona au gouvernement du congo
(b) sous cession d'usage de la base kitona, par l'onu au gouvernement congolais. dans premier cas convention entre onu et belgique, constituant fondement juridique occupation des bases par onuc at déterminant sa responsabilité doit être résiliée du moins en ce qui concerne kitona. gouvernement belge devrait ensuite conclure convention avec gouvernement congolais, ce dernier devenant alors seul responsable vis à vis belgique du respect de la convention. cette procédure me paraît trop longue pour donner résultat rapide. de plus cette formule poserait question de savoir si gouvernement belge peut sans consentement parlement renoncer à débiteur onu pour le remplacer par débiteur gouvernement congo. c'est pourquoi formule sous cession d'usage paraît préférable. elle supposerait qu'onuc passe convention avec gouvernement congo sous forme échange de lettres. cette (conbbga garbled 5 pg cette conbboention)* devrait être expressement approuvée par gouvernement belge. onuc resterait alors seule responsable vis à vis gouvernement belge de bonne gestion de la base par le sous gérant c'est à dire gouvernement congolais. réalisation cette deuxième formule ne permet pas comme projet de lettre précité le propose de citation.

. . . 2

Déléguer immédiatement au gouvernement central leurs fonctions et responsabilité concernant garde de la base...fin citation. il faut exclure également condition formulée sous (b) stipulant citation gouvernement congo sera responsable auprès gouvernement belge de l'entretien à ses propres frais dans un état satisfaisant de la base et de ses installations fin citation. en résumé si onuc est prête à adopter formule (b) elle devrait modifier projet accord de telle sorte qu'onuc reste seuls responsable vis à vis Belgique de la bonne gestion base. un état des lieux serait en outre souhaitable et nous pourrions faire appel major Lodomez comme la souhaite ahmed. Unquote. * (presume 'convention')

It will be noted that there are two points which the Belgian Government consider important. firstly, they want that the arrangement for placing the Base at the disposal of the Congolese Government should be in the form of 'sous cession' or sublet rather than as a delegation of United Nations responsibility to the Congolese Government. Secondly, they are not in favour of the proposal that the Congolese Government should become responsible to the Government of Belgium for the satisfactory maintenance of the Base and its installations and would like that the United Nations should continue to remain responsible in this respect vis à vis the Belgian Government. In essence the Belgian Government would not wish us to enter into any arrangement for the placing of the Base at the disposal of the Congolese Government which would affect the fundamental character of the agreement under which the United Nations has assumed responsibilities for the Base.

We explained to the Belgian Ambassador that para 2(a) of our letter to the Prime Minister was sufficiently explicit in protecting the rights and claims of the parties concerned. He however said that the terms 'deleguer' and 'sous cession' were not synonymous and that the Belgian Government would prefer the latter formula.

Realizing the complexity of the problem of transfer of the Kitona Base to the Congolese Government it was not our intention at this time to do more than to place the Base at the disposal of the Congolese Government ~~as~~ without prejudice to the rights and claims

of the parties concerned. We have therefore no objection to advising the Congolese Government of the Belgian Government's desire to designate the arrangement as a 'sous cession' rather than as a delegation. We are also prepared to advise the Congolese Government that the Belgian Government considers that the responsibility for the satisfactory maintenance of the Base and its installations should continue to rest with the United Nations vis à vis the Government of Belgium. Acceptance of the latter would of course mean that arrangements would have to be made by ONUC with the Congolese Government for a regular inspection by ONUC officers of the Base and its installations to satisfy its obligations towards the Belgian Government.

We request your approval to submit the two points referred to above raised by the Belgian Government to Adoula and to recommend their acceptance.

OUTGOING CODE

ROUTINE

TO : BUNCHE, NEW YORK
FROM : GARDINER, LEOPOLDVILLE
DATE : 4 August 1962
NO. : G- 985

RE MY G-843. KINDU COMMISSION THIS WEEK SUBMITTED ITS FINAL REPORT TO PRIME MINISTER AND OFFICER ~~IN~~ CHARGE. HAVE THANKED MEMBERS OF COMMISSION FOR THEIR IMPORTANT WORK AND DISCHARGED ONUC MEMBERS. TWO COPIES OF REPORT POUCHED TODAY. IT IS IDENTICAL TO FIRST INFORMATION REPORT SUBMITTED BY COMMISSION TWELVE FEBRUARY (COPY POUCHED TO YOU) EXCEPT THAT PAGES FIFTEEN TO TWENTY HAVE BEEN ADDED CONTAINING ACCOUNT OF CONFRONTATIONS PAKASSA WITH NUMBER OF WITNESSES, VISIT OF COMMISSION TO KINDU, DISINTERMENT AND REPATRIATION OF BODIES OF VICTIMS, INTERROGATION ORERA IN ELISABETHVILLE. COMMISSION HAS MODIFIED ITS CONCLUSIONS ACCORDINGLY (SEE PAGE 21) AND NOW CONSIDERS GUILTY: ORERA AND UNIDENTIFIED MEMBERS OF SECOND COMPANY, SIXTH NATSA BATTALION, PAKASSA, MALONGI IN THEIR CAPACITY AS COMMANDING OFFICERS, AND TWO NAMED ANG SOLDIERS. ALL PERSONS HELD GUILTY ARE IMPRISONED IN STANLEYVILLE, LEOPOLDVILLE OR ELISABETHVILLE. LEOPOLDVILLE PARQUET IS AWAITING THEIR TRANSFER TO LEOPOLDVILLE TO PREPARE CRIMINAL CASE. HAVE ARRANGED WITH ADOULA THAT CONTENTS REPORT WILL NOT REPEAT NOT BE DIVULGED TO PRESS IN INTERESTS OF JUSTICE. SUGGEST THAT COPY OF REPORT BE GIVEN TO ITALIAN MISSION. ADDITIONAL COPY HAS BEEN POUCHED FOR THAT PURPOSE. ADOULA HAS AGREED TO THIS.

ZM/mme

OUTGOING CLEAR CABLE

PRIORITY

LEOPOLDVILLE

3 August 1962

UNATIONS NEW YORK

G - 984

SEGGEN FROM GARDINER . FOLLOWING LETTER FROM BOMBOKO TO BELGIAN AMBASSADEUR :
QUOTE . 1er AOUT 1962 . No 784/62/LM . MONSIEUR L'AMBASSADEUR . J'AI
L'HONNEUR DE VOUS REMETTRE CI-JOINT COPIE D'UNE LETTRE ADRESSEE PAR LE MINISTE-
RE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS DE LA REPUBLIQUE DU CONGO AU SECRETAIRE
GENERAL DE L'UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS A GENEVE PAR
LAQUELLE IL AVISE CELUI-CI DE SA DECISION DE SUSPENDRE TOUT SERVICE INTERNA-
TIONAL DIRECT DE TELEPHONIE, TELEGRAPHIE ET TELEX ENTRE LE KATANGA ET
L'ETRANGER. PARA . A CET EFFET, JE VOUS SERAIS OBLIGE DE BIEN VOULOIR PRENDRE
TOUTES DISPOSITIONS UTILES AFIN QUE L'ADMINISTRATION NATIONALE DES PTT METTE
FIN AUX LIAISONS DIRECTES EXISTANT A L'HEURE ACTUELLE AVEC ELISABETHVILLE. PARA.
JE VOUS SAURAI S GRÉ DE BIEN VOULOIR ME CONFIRMER D'URGENCE QUE LES INSTRUCTIONS
NECESSAIRES ONT ÉTÉ DONNÉES PAR VOS SERVICES DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS
ET VOUS PRIE D'AGREER, MONSIEUR L'AMBASSADEUR, L'ASSURANCE DE MA HAUTE
CONSIDERATION . LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES . J.M. BOMBOKO . UNQUOTE.
para . FOLLOWING LETTER FROM BOMBOKO TO THE OFFICER-IN-CHARGE . QUOTE .
Léopoldville le 1er août 1962 . No 786/62 . MONSIEUR LE CHARGE DE MISSION.
J'AI L'HONNEUR DE VOUS REMETTRE CI-JOINT COPIE D'UNE LETTRE ADRESSEE PAR LE
MINISTÈRE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS DE LA RÉPUBLIQUE DU CONGO AU
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS A GENEVE
PAR LAQUELLE IL AVISE CELUI-CI DE SA DECISION DE SUSPENDRE TOUT SERVICE
INTERNATIONAL DIRECT DE TELEPHONIE, TELEGRAPHIE ET TELEX ENTRE LE KATANGA ET

.../...

L'ETRANGER . PARA . JE VOUS DEMANDE D'EN FAIRE PART A MONSIEUR LE REPRESENTANT
DES NATIONS UNIES A USUMBURA. VEUILLEZ AGREER, MONSIEUR LE CHARGE DE MISSION,
L'ASSURANCE DE MA HAUTE CONSIDERATION. LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES.
J.M. BOMBOKO . UNQUOTE .

OUTGOING CLEAR CABLE

PRIORITY

LEOPOLDVILLE
3 August 1962

UNATIONS NEW YORK

G - 983

SECGEN from GARDINER

FOLLOWING LETTER FROM PRIME MINISTER ADOULA TO SECRETAIRE GENERAL
DE L'UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS, GENEVE. QUOTE. 1er AOUT 1962.
1391/IX-1/LM. MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL. LE MINISTRE DES POSTES ET DES
TELECOMMUNICATIONS DE LA REPUBLIQUE DU CONGO A L'HONNEUR DE VOUS PRESENTER
LA DECLARATION CITEE CI-DESSOUS, EN VOUS PRIANT DE BIEN VOULOIR LA PUBLIER
DANS LA PROCHAINE NOTIFICATION DU SECRETAIRE GENERAL DE L'UNION INTERNATIONALE
DES TELECOMMUNICATIONS: EXE PARA. QUOTE. LA DIRECTION PROVINCIALE DES
TELECOMMUNICATIONS DU KATANGA A ETABLI DE NOUVELLES LIAISONS DIRECTES AVEC
L'ETRANGER, DE TELEPHONIE, TELEGRAPHIE ET TELEX, BIEN QU'ELLE NE POSSEDE PAS
LA SITUATION D'UNE ADMINISTRATION DANS LE SENS DES DISPOSITIONS DE LA
CONVENTION. PARA. D'AUTRE PART, CETTE DIRECTION N'A NULLEMENT ETE AUTORISEE
PAR LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CONGO A ETABLIR CES LIAISONS DIRECTES.
PAR CONSEQUENT, L'EXPLOITATION DE CELLES-CI DOIT ETRE CONSIDEREE COMME
ILLEGALE. PARA. LE MINISTRE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS DE LA REPUBLIQUE
DU CONGO - POUR DES RAISONS D'ORDRE INTERNE - A DECIDE, SE REFERRANT A L'ARTICLE
32 DE LA CONVENTION DE L'UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS, DE
SUSPENDRE TOUT SERVICE INTERNATIONAL DIRECT DE TELEPHONIE, TELEGRAPHIE ET TELEX
ENTRE LE KATANGA ET L'ETRANGER, Y COMPRIS LES LIAISONS AUTORISEES AUPARAVANT
PAR L'ADMINISTRATION NATIONALE. PARA. LES LIAISONS INTERNATIONALES TELEPHONIQUES,
TELEGRAPHIQUES ET TELEX, A DESTINATION DU KATANGA, DOIVENT ETRE ACHEMINEES PAR

L'INTERMEDIAIRE DE LA STATION CENTRALE DE LEOPOLDVILLE . PARA . VEUILLEZ
ACREER, MONSIEUR LE SECETAIRE GENERALE, L'ASSURANCE DE MA HAUTE CONSIDERATION.
LE PREMIER MINISTRE CYRIL ADOULA . UNQUOTE .